Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 17 avril 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°359 ■

BANQUE

La BAD publie un rapport sur le capital exigible

P 16

PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE DU SUD AVEC LE RÉSEAU NATIONAL

200 milliards DA mobilisés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé qu'un budget de 200 milliards de DA a été alloué pour la réalisation du projet d'interconnexion du réseau électrique du sud du pays avec le réseau national. Lors d'un point de presse tenu en marge de la 28e édition de la Journée de l'Energie, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir, Arkab a précisé que cet important projet de réseau de haute tension de 400 KV d'une longueur de 800 Km sera réalisé en monnaie locale via des entreprises publiques et privées algériennes. P 3

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE/START-UP

Les efforts de l'Algérie dans l'appui de l'innovation présentés

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine Oualid, a exposé, lundi à Genève (Suisse), les multiples efforts de l'Algérie en matière d'appui à l'innovation et à la technologie sur le double plan national et africain, rappelant les différentes politiques gouvernementales lancées en faveur de l'entrepreneuriat et des talents, selon un communiqué du ministère.

P 2

AVEC L'ACHÈVEMENT DES RÉFORMES

L'Algérie sera une puissance économique en 2035

Le paysage économique et social en Algérie a été profondément transformé au cours des dernières années. Et ce n'est pas le fait du hasard. En effet tout a été entrepris par les pouvoirs publics pour faire de l'Algérie, un pays stable dans tous les domaines. Pour le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, nul doute qu'en 2035, l'Algérie sera une puissance économique qui aura achevé sa transition énergétique et remporté ses défis économiques.

P 3

SALON DJAZAGRO DU 22 AU 25 AVRIL PROCHAIN

600 exposants de 28 pays attendus à Alger

Le salon professionnel de la production agroalimentaire (Djazagro) revient cette année dans sa 21 éme édition de 2024 du 22 au 25 avril courant au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex), avec une participation record de 600 exposants, dont 27% algériens, 41% de l'Europe et 33% autres du reste du monde, annoncé hier lors d'une conférence de presse, par la directrice du Salon, Chantal de Lamotte.

P 2

FOIRE COMMERCIALE INTER-AFRICAINE 2025

Un événement majeur pour renforcer l'intégration africaine P 2

SONATRACH

Signature d'un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB P 3

LIGNE FERROVIAIRE KHENCHELA-AIN BEIDA (OUM EL BOUAGHI)

En service avant fin avril courant P 16

AGIRE-SEAAL

Signature d'une convention de partenariat

Une convention a été signée, mardi à Alger, entre l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) et la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans le but de renforcer la coopération entre les deux parties, notamment en matière de numérisation.

La convention a été signée par la directrice générale de l'AGIRE, Lamia Lehtihet, et le directeur général de la SEAAL, Lyes Mihoubi, et ce, en marge de la cérémonie de distinction des lauréats de la 4e édition du Concours national de récitation de versets coraniques sur la valeur de l'eau, organisé par l'Agence.

Cette convention vise à consolider le partenariat entre les deux parties en vue de développer les services électroniques et de généraliser l'utilisation des moyens numériques, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature.

Une autre convention a été signée entre l'Agence du bassin hydrographique Algérois-Hodna-Soummam (relevant de l'AGIRE) et l'Etablissement public de wilaya chargé de la gestion et de la promotion d'Oued El Harrach aménagé (ECOLOH).

Elle a été signée par le directeur de l'Agence du bassin hydrographique Algérois-Hodna-Soummam, Mehdi Oggad, et le directeur général de l'ECOLOH, Mohamed Adlene Louahab.

La convention porte sur la coopération et la coordination technique, médiatique et en matière de sensibilisation entre les deux parties pour la préservation de l'environnement et de la ressource hydrique, à travers des activités récréatives, sportives et scientifiques, selon les explications fournies.

La cérémonie a été marquée par la distribution des prix aux trois lauréats de la 4e édition du Concours national de récitation de versets coraniques sur la valeur de l'eau, organisé par l'AGIRE. Les trois lauréats sont issus des wilayas de Tipasa, Laghouat et El Bayadh.

Lancé par l'AGIRE durant le mois de Ramadhan, en partenariat avec la chaîne coranique de la télévision publique, pour encourager les nouvelles générations à valoriser et à préserver cette ressource vitale, le concours a vu la participation de 210 candidats, âgés entre 5 et 16 ans.

R E

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE/START-UP

Les efforts de l'Algérie dans l'appui de l'innovation présentés

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine Oualid, a exposé, lundi à Genève (Suisse), les multiples efforts de l'Algérie en matière d'appui à l'innovation et à la technologie sur le double plan national et africain, rappelant les différentes politiques gouvernementales lancées en faveur de l'entrepreneuriat et des talents, selon un communiqué du ministère.

Par R E.

Cet exposé a été présenté lors de la réunion ministérielle tenue en marge des travaux de la 27e session de la Commission des Nations-unies pour la science et la technologie au service du développement (CSTD) à laquelle participe M. Oualid, à l'invitation de la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), RebecaGrynspan, en présence de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé, a précisé le communiqué.

La réunion ministérielle a porté sur le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la consolidation du plan 2030 et l'éradication de la pauvreté en temps de crises, a ajouté la même source.

La Conférence se veut un forum pour la planification stratégique, le partage des expériences, la prévision des tendances critiques dans les domaines clés, à savoir

l'économie, l'environnement et la société et la présentation des technologies émergentes.

La CSTD propose dans sa 27e session deux principaux thèmes, en l'occurrence "Données pour le développement" et "Coopération mondiale en matière de science, de technologie et d'innovation pour le développement".

La Commission examinera également les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du "Sommet mondial sur la société de l'information" aux niveaux régional et international, outre la présentation d'exposés sur les politiques gouvernementales en matière de science, de technologie et d'innovation.

FOIRE COMMERCIALE INTER-AFRICAINE 2025

Un événement majeur pour renforcer l'intégration africaine

Le directeur général de la Société algérienne des foires et des exportations SAFEX, M. Karim Boukadoum, a affirmé, hier mardi, que la quatrième édition de la Foire commerciale inter-africaine (IATF), prévue en 2025 à Alger, sera un événement majeur pour renforcer l'intégration africaine et développer la complémentarité continentale. « L'intégration africaine et le partenariat inter-africain sont la seule solution pour le développement de notre continent », déclare M. Boukadoum lors de son passage dans l'émission L'Invité de la rédaction sur la chaîne 3 de la Radio algérienne, soulignant le rôle important de l'Algérie dans cette dynamique. « Cette foire, en sa quatrième édition, concrétisera la stratégie de l'Algérie avec sa destination africaine, et marque une étape décisive dans le processus d'intégration en Afrique engagé depuis plusieurs années », estime-t-il.

M. Boukadoum a rappelé, à ce propos, les moyens déployés et les réalisations accomplies par le président de la République pour concrétiser cette stratégie, citant notamment l'élaboration de textes, l'affirmation de la ZLECAF, la création de zones franches et le renforcement des moyens de transport. « Les premiers résultats de cette stratégie, avance-t-il, sont satisfaisants ».

Pour sa part, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) considère l'accueil par l'Algérie de l'Exposition interprofessionnelle africaine (IATF) en 2025, dont le Premier ministre a supervisé la cérémonie de signature de l'accord d'accueil, comme un événement important, indique l'association dans un communiqué.

En effet, ce rendez-vous susceptible d'ouvrir un large champ pour la promotion du «made in algeria», augmentant le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays africains et promouvant ainsi le partenariat économique et l'investissement entre les opérateurs économiques et leurs homologues africains.

L'ANCA a rappelé que la désignation de l'Algérie pour abriter cette quatrième édition d'IATF fait suite aux infrastructures de base dont dispose l'Algérie, ainsi que les projets logistiques qu'elle a commencé à mettre en œuvre au cours des dernières années, parallèlement aux réformes qu'elle a entreprises dans le système juridique et bancaire.

S R

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC L'ACHÈVEMENT DES RÉFORMES

L'Algérie sera une puissance économique en 2035

Le paysage économique et social en Algérie a été profondément transformé au cours des dernières années. Et ce n'est pas le fait du hasard. En effet tout a été entrepris par les pouvoirs publics pour faire de l'Algérie, un pays stable dans tous les domaines. Pour le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, nul doute qu'en 2035, l'Algérie sera une puissance économique qui aura achevé sa transition énergétique et remporté ses défis économiques.

Par Réda Hadi

Lors d'un discours lu en son nom par le vice-président du Conseil de la nation, lors de la 28e édition de la Journée de l'Énergie tenue, hier mardi, il affirme que grâce à ses reformes l'Algérie nouvelle a réussi son pari.
Et en cela, le deuxième homme de l'État a exhorté la nouvelle génération à s'impliquer dans ce processus. « Les jeunes sont concernés par cette tâche, vous êtes le pilier de l'Algérie face aux transformations économiques », a-t-il dit.
Certes l'Algérie a entreprise des réformes en profondeur mais celles-ci, ne peuvent perdurer qu'avec l'action de la génération montant sur laquelle notre pays fonde ses espoirs.Tous les observateurs soulignent la progression de l'Algérie et affirme surtout que 2024 sera à n'en point douter une année charnière pour la concrétisation des grands 5 grands challenges de réformes économiques, institutionnelles et sociales mises en branle au cours de ces trois dernières années.
En somme, cinq challenges prioritaires, sont à relever dès 2024, selon les échéances et objectifs prévus à cet effet dans le cadre de la nouvelle politique économique tracée par les pouvoirs publics. Il s'agit principalement de : « La consolidation de la croissance et des fondamentaux ; La préservation du pouvoir d'achat et lutte contre l'inflation ; du parachèvement du processus de numérisation ; de la réforme et modernisation du système bancaire et la concrétisation des grands projets d'investissement».
L'Algérie s'est donné un nouveau visage, avec la nouvelle loi sur l'investissement, le renforcement des accords économiques avec des partenaires étrangers, ouverture du capital des banques publiques, la mise en œuvre d'une vision d'une coopération continentale, l'exploration et développement des ressources naturelles, la promulgation des lois sur les marchés publics, la monnaie et le crédit et le foncier économique, la mise en place de mesures socio-professionnelles, mais aussi la revalorisation du chômage, des salaires et des pensions de retraite . Et c'est autant de décisions phares prises par le gouvernement algérien au cours de l'année 2023.
Aussi, parmi les chantiers qui seront poursuivis en 2024, on peut mentionner les stations de dessalement d'eau de mer tout au long du littoral, les usines de production de ciment (El Bayadh et Djelfa), les mines de minerai de fer, l'unité de production automobile avec l'italien Fiat, l'ambitieux programme de chemin de fer, la relance de la raffinerie de Hassi Messaoud, le lancement de la ville médiatique et de production cinématographique Dzair Media City.
Autant de projet à concrétiser auxquels vient s'ajouter le cheminement de la transition énergétique.
Selon les pouvoirs publics, 2024 sera l'année de la réforme profonde du secteur bancaire: ouverture des capitaux de deux banques publiques, le Crédit populaire algérien (CPA) et la Banque de développement local (BDL), modernisation du mode de gestion avec la participation du secteur privé et création d'un climat concurrentiel dans le secteur financier figurent parmi les objectifs du gouvernement.
D'autres défis de taille vont être relevés : la sécurité alimentaire et sanitaire, la levée totale des obstacles bureaucratiques, l'impulsion du secteur privé et le renforcement du cadre juridique. Avec une prévision de croissance de plus de 4% à la fin de l'année 2024 dans les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services, l'Algérie maintiendra en 2024.
D'ailleurs en matière de transition énergétique plusieurs projets ont été engagés en 2023. Parmi eux, le lancement par la compagnie nationale Sonelgaz de l'appel d'offres pour la production de 2 000 mégawatts d'électricité solaire photovoltaïque avec la réalisation de quinze centrales solaires à travers douze wilayas du pays.
A ce sujet, le Professeur Chems Eddine Chitour, lors de la 28e journée de l'énergie, a mis en lumière la nécessité d'accélérer la transition énergétique malgré les défis rencontrés dans sa mise en œuvre, notamment en raison de certaines lenteurs objectives. Il a également appelé à l'activation du Haut Conseil de l'énergie pour guider les décisions présidentielles face aux fluctuations du marché de l'énergie et fixer un objectif clair d'indépendance énergétique.
En finalité, tous les économistes sont unanimes à dire que l'Algérie possède, et les capacités et le réservoir humain et scientifique pour être une puissance africaine et méditerranéenne à l'horizon 2035.

SONATRACH

Signature d'un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB

Le groupe Sonatrach a signé, hier à Alger, un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB, visant à concrétiser un partenariat dans le développement et l'exploitation des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du groupe.
La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence de son P-DG, Rachid Hachichi, du P-DG de Tethys Oil AB, Magnus Nordin, ainsi que du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Mourad Beldjehem, a précisé la même source. Ce protocole d'accord traduit «la volonté des deux parties à concrétiser un partenariat pour l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures des zones d'intérêts d'El Hadjira II et d'El Haiad II», selon le communiqué.
Le protocole d'accord a pour objet, également, de «définir le cadre de coopération entre les parties dans la perspective de conclure des contrats d'hydrocarbures sur les zones d'intérêt identifiées, sous l'égide de la loi n19-13, régissant les activités hydrocarbures», a-t-on souligné de même source.

PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE DU SUD AVEC LE RÉSEAU NATIONAL

200 milliards DA mobilisés

Par Slimane T.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé qu'un budget de 200 milliards de DA a été alloué pour la réalisation du projet d'interconnexion du réseau électrique du sud du pays avec le réseau national. Lors d'un point de presse tenu en marge de la 28e édition de la Journée de l'Energie, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir, Arkab a précisé que cet important projet de réseau de haute tension de 400 KV d'une longueur de 800 Km sera réalisé en monnaie locale via des entreprises publiques et privées algériennes. Ce budget prévisionnel, souligne le ministre, sera entièrement en monnaie locale car l'ensemble des équipements nécessaires à la réalisation de ce réseau tels que les postes électriques, les pilonnes, les câbles électrique et les accessoires sont fabriqués en Algérie. De plus, l'ensemble de la réalisation est confiée à des entreprises algériennes publiques et privées spécialisées, a-t-il ajouté.
«Il a été procédé aux premiers travaux de réalisation de ce grand projet visant à raccorder le réseau électrique du Nord à celui du Sud du pays, à travers un maillage intégrant tous les types d'énergies au bouquet énergétique national, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune », souligne-t-il.
Selon M. Arkab, ce projet jouit de plusieurs atouts, dont un réseau national électrique « développé » avec des tensions différentes de transport et de distribution, ainsi que l'existence de 33 centrales destinées à alimenter les wilayas du grand Sud. Ce projet doit également accompagner le projet de mobilité vers le Sud, notamment ferroviaire, selon M. Arkab. Le raccordement vise aussi, a-t-il dit, à « ouvrir d'autres horizons » en assurant l'interconnexion les pays du Sahel. Interrogé sur la loi sur l'électricité, le ministre a fait savoir qu'elle était en cours d'examen, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une refonte mais d'une adaptation de la loi, prenant en compte l'intégration du renouvelable et la locomotion électrique.
Par ailleurs, dans le cadre du développement de l'hydrogène en tant que source d'énergie durable, le ministre a fait savoir que des projets expérimentaux sont en cours de mise en œuvre dans le but de maîtriser la chaîne de valeur productive d'hydrogène. Parmi ces projets, M. Arkab a cité celui semi-industriel en cours à Arzew, au niveau de la wilaya d'Oran, avec une capacité de 50 MW.
L'hydrogène produit à partir de ce projet doit être transformé en ammoniac et en méthanol au niveau des unités de production, selon le ministre. « Il s'agit à travers ce projet de hisser la qualification de nos cadres dans ces technologies.
Par la suite, il s'agira de multiplier les projets liés à l'hydrogène vert », a-t-il expliqué, précisant que l'Algérie est engagée dans une « grande opération » avec des pays européens pour transporter l'hydrogène vert à partir de l'Algérie vers ces pays à travers un corridor regroupant l'Algérie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Tunisie.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 90 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient légèrement mardi, le marché attendant l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient.
Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin perdait dans la matinée 0,22% à 89,90 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, baissait de 0,28%, à 85,17 dollars.
Selon les analystes, le marché pétrolier semble patienter pour le moment, les prix des deux références mondiales restant en légère baisse.

EL OUED/POMME DE TERRE SAISONNIÈRE

Production prévisionnelle de plus de 4 millions quintaux

La chambre de l'agriculture (CA) de la wilaya d'EL Oued prévoit la réalisation, au titre de la saison agricole actuelle, d'une production estimée à plus de de 4 millions quintaux de pomme de terre, a-t-on appris mardi de ses responsables.
La surface agricole réservée à la culture de la pomme de terre, est estimée à plus de 10 000 hectares, et sa superficie a connu cette saison une extension « significative » par rapport aux saisons agricoles précédentes, a déclaré le président de la chambre, Jalloul Othmani.
Les superficies agricoles sont réparties à travers les localités d'El Magrane , Hassi Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Debila et Ourmes , a-t-il indiqué, soulignant que l'accent a été mis sur les terres fertiles et les capacités d'irrigation agricole dans le but d'augmenter la production de pomme de terre.
« Les communes de Hassi Khelifa, Ourmes , Taghezout et Nakhla disposent de marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre, sachant que ces zones agricoles offrent à elles seules un taux de 80% de la production totale de la wilaya en ce produit agricole » , a fait savoir la même source .

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Larbaoui reçoit l'ambassadeur du Portugal en Algérie

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, mardi au Palais du Gouvernement, l'ambassadeur de la République portugaise, M. Luiz de Albuquerque Veloso, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre.
Les entretiens ont porté sur « l'évaluation des relations bilatérales et leurs perspectives d'avenir, à la lumière des prochaines échéances bilatérales, en vue de renforcer un partenariat économique fructueux entre les deux pays, conformément aux conclusions de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Portugal en mai 2023 », précise la même source.
Il a également été question de « la situation régionale et internationale actuelle, notamment l'agression israélienne incessante contre le peuple palestinien dans les territoires occupés », conclut le communiqué.

COOPÉRATION

La Russie déterminée à développer son partenariat stratégique avec l'Algérie

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, a réaffirmé, lundi, la volonté de son pays de continuer à œuvrer au développement de son partenariat stratégique avec l'Algérie.
"J'ai eu l'immense honneur de rencontrer le président de la République à qui j'ai transmis les salutations du Président russe, Vladimir Poutine", a déclaré M. Bogdanov à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Après avoir salué le niveau atteint par les relations algéro-russes, le vice-ministre russe a mis en avant l'importance de la visite officielle effectuée par le président de la République en Fédération de Russie, en juin dernier, lors de laquelle a été signée la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre les deux pays.
M. Bogdanov a en outre mis en exergue le "respect mutuel" et "la grande coordination politique" entre les deux pays, d'autant que l'Algérie, a-t-il dit, est "membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies", soulignant "la volonté des dirigeants russes de continuer à développer ce partenariat".
Après avoir qualifié sa rencontre avec le président de la République d'"importante" et de "constructive", le responsable russe a réaffirmé "la volonté des deux pays de continuer à œuvrer, de concert, pour hisser leurs relations bilatérales à des niveaux supérieurs".

CNR

Les retraités appelés à utiliser la technique de reconnaissance faciale via «Takaoudi»

**La Caisse nationale des retraites (CNR) a appelé, lundi, dans un communiqué, tous les retraités à utiliser la technique de reconnaissance faciale via l'application «Takaoudi», au lieu de se déplacer aux agences locales.
«Cette technique est disponible sur l'application téléchargeable via le lien : http://bit.ly/40hHDtF», ajoute la même source.
Cette «prestation numérique inédite en Algérie évite aux retraités tout déplacement aux agences locales pour le dépôt de la fiche familiale de l'état civil», précise le communiqué, soulignant que «plus de 42.900 retraités ont utilisé cette technique disponible via l'application mobile «Takaoudi».**

SELON LE MINISTRE DE LA SANTÉ

Toutes les wilayas du pays seront dotées de centres de référence pour la santé mère-enfant

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a fait état, lundi à Boumerdès, de la réalisation, à l'avenir, de centres de référence pour la santé mère-enfant dans toutes les wilayas du pays. Présidant l'ouverture de la Semaine nationale de la prévention à Boumerdès, le ministre a précisé que les centres de santé mère-enfant s'inscrivent dans le cadre "des priorités" du secteur, et qu'ils prendront en charge "exclusivement" la santé des mères et des enfants, ajoutant qu'ils seront réalisés "dans les plus brefs délais", en collaboration avec les autres secteurs concernés. Lors de cette manifestation qui s'est déroulée en présence de représentants de plusieurs organismes et associations de la société civile, M. Saihi a tenu à souligner "l'importance capitale" de cet évènement pour le secteur de la santé qui "s'efforce de créer une culture communautaire sur la prévention".
Visitant les stands de l'exposition organisée à cette occasion, à laquelle ont pris part une cinquantaine d'exposants, le ministre de la Santé s'est félicité de "la participation active" des associations de la société civile au succès de cet événement qui s'étale sur une semaine (du 15 au 21 avril en cours), sous le slogan "Un mode de vie sain pour tous".
Le ministre a mis l'accent, à ce propos, sur l'impérative sensibilisation à la prévention qu'il a qualifiée "d'axe majeur sur lequel repose le système de santé", et de "question cruciale et essentielle pour le développement de ce système".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur		Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES		430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM		2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000	000,00
SAIDAL		499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 avril 2024

Produits		Prix du détail DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	100	115	84	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	92	102	82	الطماطم	
	Oignon sec	116	125	106	البصل الجاف	
	Ail sec	486	561	411	الثوم الجاف	
	Carotte	91	101	81	الجزر	
	Navet	102	112	91	اللفت	
	Petit pois	167	183	151	الجلبانة	
	Fève verte	96	107	84	الفول الأخضر	
	Courgette	92	102	81	الكوسة	
	Haricot vert	355	377	333	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	104	116	92	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	466	572	361	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	551	667	434	التمر	
	Orange	181	216	145	البرتقال	
	Citron	160	178	141	الليمون	
	Banane	422	436	409	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1726	1844	1607	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	442	455	429	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

SALON DJAZAGRO DU 22 AU 25 AVRIL PROCHAIN

600 exposants de 28 pays attendus à Alger

Le salon professionnel de la production agroalimentaire (Djazagro) revient cette année dans sa 21 éme édition de 2024 du 22 au 25 avril courant au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex), avec une participation record de 600 exposants, dont 27% algériens, 41% de l'Europe et 33% autres du reste du monde, annoncé hier lors d'une conférence de presse, par la directrice du Salon, Chantal de Lamotte.

Par Zahir R

Ces exposants activent dans les domaines de l'emballage et conditionnement alimentaire (23%), ingrédients et arômes ; produits alimentaires et boissons (16%) ; hygiène et sécurité alimentaire ; Boulangerie-Pâtisserie (41%) ; Hôtellerie-Restauration et matériels et équipements pour process agro-alimentaire (process IAA).
Une participation qui témoigne sur l'importance de l'événement et également sur le développement en continu du marché agroalimentaire algérien. En effet, pas moins de 23 000 visiteurs sont attendus à cet important événement, dont les dernières tendances industrielles, produits et services à la pointe de l'innovation seront mis en avant.
Selon l'organisatrice du salon prévu du 22 au 25 avril 2024 sera une occasion pour nouer des partenariats et construire des relations commerciales. Dans cet esprit, «nous sommes particulièrement heureux de vous proposer un programme riche en initiatives sur les thèmes les plus actuels. Aussi, des spécialistes de renom des différentes filières agroalimentaires interviendront avec passion et compétence tout au long du salon au sein de notre Agora des experts», souligne-t-elle. Le concours Djaz'innov est de retour pour sa troisième édition, offrant une nouvelle occasion de découvrir les innovations qui pourraient stimuler le développement de l'industrie agroalimentaire en Algérie. « Le concours Djaz Innov fait son retour pour sa troisième édition, avec pour objectif de repérer les innovations susceptibles de dynamiser la croissance du marché agroalimentaire algérien. Les propositions les plus innovantes des exposants, qu'il s'agisse de matériels, de produits, de techniques ou de services dans le domaine de l'agroalimentaire, sont récompensées par plusieurs prix prestigieux», indique l'intervenante. Après une analyse effectuée par notre jury d'experts de haut niveau dans le secteur de l'agroalimentaire, 22 dossiers ont été présélectionnés et attendent désormais les délibérations finales qui désigneront les lauréats du concours. L'annonce des vainqueurs de Djaz'Innov est prévue lundi 22 avril 2024, ajoute-t-elle.
En effet, chacun des présélectionnés aura la possibilité de mettre à disposition son produit, service ou équipement dans une vitrine de notre nouvel espace l'Agora des Experts, au cœur du salon, dans le hall Central. «Tous nos visiteurs pourront ainsi venir les découvrir, tout en bénéficiant de la présentation que les sociétés proposeront pendant la durée du salon pour présenter l'unicité de leur innovation», détaille l'intervenante.
En outre, «nous lançons une nouvelle initiative, Djaz'Pack, qui fera le point sur les dernières avancées du secteur de l'emballage, en mettant l'accent sur les matériaux et les techniques les plus durables et sur leur impact sur l'industrie agroalimentaire».
Pour sa part, le commissaire du salon, Nabil Bey Boumezrag, a souligné l'importance d'un tel événement qui devrait accueillir plus de 23.000 visiteurs dont un nombre important de professionnels et des porteurs de projets en quête d'opportunités d'affaires et de partenariat.
«Outre la promotion des produits algériens, le salon représente une plate forme de rencontre qui permet aux opérateurs de prospecter le marché national et renforcer les relations de partenariat industriels avec le tissu productif d'autant qu'il y'a des producteurs agricoles qui souhaiteraient se lancer dans la transformation», a-t-il affirmé, en assurant la disponibilité de machines industrielles pour la petite et la grande transformation afin de répondre à l'ensemble des opérateurs.
Des thématiques seront organisées lors de ce salon afin d'accompagner les producteurs algériens dans le développement de leur capacités en matière de présentation du produit et de les préparer à aller à la conquête des parts sur les marchés à l'étranger. «La force de l'Algérie c'est d'avoir un agriculture bio et une variétés impressionnantes de produits du terroir qu'il faut juste valoriser à travers l'emballage et le conditionnement», a-t-elle insisté.
De ce même espace, des conférences sur des thématiques en rapport avec le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire seront présentées au public tout au long du salon. Les communications porteront notamment sur le problème du gaspillage alimentaire, les enjeux de la traçabilité et la labellisation des produits du terroir, la conformité des produits agro-alimentaires et les opportunités d'exportation en Afrique.

MÉDÉA

Rencontre sur le programme d'économie sociale et solidaire

Une rencontre sur le programme d'économie sociale et solidaire (ESS) pour l'intégration économique durable des jeunes entrepreneurs a été organisée hier à Médéa au profit de jeunes porteurs de projets, associations et artisans émargeant dans différents domaines d'activités.
Initiée par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette rencontre a été axée sur le développement de l'écosystème local de l'ESS. Elle est destinée à "informer les jeunes entrepreneurs et porteurs de projets dans les activités incluses dans ce programme et comment prendre part à ces activités et les conditions pour bénéficier d'un accompagnement pour la conduite et la réalisation d'un projet", a expliqué le coordinateur du PNUD, Imadeddine Badra.
Il a indiqué que la rencontre vise, aussi, à renforcer les compétences des acteurs et organismes intéressés par le projet qui va s'inscrire dans la démarche d'économie solidaire en les aidant soit, à réaliser des projets innovants, développer d'autres projets déjà en cours, ou d'assurer un soutien et une assistance technique aux activités de femmes au foyer".
"Le programme ESS est ouvert à toutes les catégories sociales et couvre une large gamme d'activités et de domaines susceptibles de bénéficier de l'appui assuré dans le cadre du développement de l'écosystème local de cette économie", a-t-il ajouté.
L'ESS "contribue à la promotion de l'emploi et à la lutte contre le chômage, en appuyant le développement des compétences au sein des petites et moyennes entreprises dans les wilayas ciblées", a fait savoir M. Badra.
Un prix de l'innovation pour encourager la création de projet innovant a été mis en place à la faveur de ce programme pour récompenser les projets ou les idées qui contribuent à matérialiser le concept d'économie sociale et solidaire, a souligné le coordinateur du PNUD.
A noter que la rencontre a vu la participation des responsables des organismes sous tutelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, des organismes d'appui à l'emploi comme l'Agence de gestion du microcrédit (Angem) et de l'Agence de développement social (ADS), ainsi que les chambres de Commerce et d'industrie, de l'Agriculture, et de l'Artisanat et de représentants de plusieurs associations.

R E.

JOURNÉE DU SAVOIR

Portes ouvertes sur le Centre de recherche des technologies des semi-conducteurs pour l'énergétique

Des journées portes ouvertes sur le Centre de recherche des technologies des semi- conducteurs pour l'énergétique (CRTSE) et le rôle de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) ont été lancées mardi a l'annexe du CRTSE d'El Harrach (Alger), dans le cadre de la célébration de la journée du Savoir A l'occasion, une série de conférences versées dans les dernières avancées technologiques dans la production des photovoltaïques et des batteries, le transfert technologique et les produits de recherche dans la création des start-up a été présentée par des chercheurs du CRTSE devant un parterre d'universitaires et chercheurs ainsi que des étudiants des différentes facultés de l'université des sciences et technologies Houari Boumediene, (USTHB) de Bab-Ezzouar.
Dans ce cadre, le directeur du CRTSE, Dr. Aissa Keffous a indiqué que ces portes ouvertes visent à célébrer le Savoir dans toutes sa diversité affirmant que le centre qu'il représente oeuvre à travers ses équipes de chercheurs "a contribué à assurer la sécurité énergétique et à atteindre l'étape de l'excellence et la contribution de manière efficace dans le domaine de l'économie nationale". Dans une déclaration de l'APS, le directeur du CRTSE a indiqué que le centre s'emploie à adapter les recherches scientifiques aux enjeux du développement économique et aux besoins de la société algérienne. Il a dans ce sens ajouté que les équipes de recherche du centre ont réalisé, à l'échelle de laboratoire, plusieurs produits et prototypes versés dans l'énergie solaire, notamment des panneaux photovoltaïques et des batteries au lithium pour le stockage de l'énergie ainsi que des lampadaires avec des panneaux photovoltaïques. Dans le domaine de la protection de l'environnement le CRTSE offre également ses services dans l'expertise et le traitement des rejets industriels, a-t-il ajouté relevant que des coopérations ont été concrétisées avec des unités industrielles publiques et privées dans ce domaine. Affirmant que le CRTSE était toujours prêt à mettre son savoir faire à la disposition des industriels pour le développement de leur créneau d'activité, M. Keffous est revenu sur des partenariats avec plusieurs compagnies et unités industrielles, citant entre autres le réalisation pour le compte de la compagnie nationale Sonatrach, d'une station de déminéralisation et potabilisation des eaux saumâtres, ainsi qu'un capteur de gaz pour Sonelgaz et également un processus de traitement de sable pour le compte d'une unité industrielle privée. De son côté, le directeur général de l'Anvredet, Dr. Nadjib Drouiche a précisé que l'agence s'emploie "à faire la promotion des produits du CRTSE et à mettre en avant les compétences et le savoir faire de ses équipes de recherches qui développent des prototypes utiles pour l'économie et le domaine de la transition énergétique". Il a ajouté que l'agence oeuvre à accompagner les porteurs de projets et chercheurs dans la maturation de leurs idées innovantes et leur concrétisation pour apporter "une valeur ajoutée" à l'économie nationale et créer une dynamique qui permet d'assurer des postes d'emploi. Les journées portes ouvertes sur le CRTSE et le rôle de l'Anvredet devront se poursuivre jusqu'au 18 avril courant avec au programme des communications suivies de débats sur, notamment, le rôle des incubateurs universitaires dans la valorisation des produits de recherche et la création des start-up, ainsi que sur la valorisation des gisements de silice en Algérie en tant que source de matière première. Ces journées portes ouvertes sont également marquées par l'organisation d'une exposition regroupant l'essentiel des prototypes et produits réalisés par le CRTSE dans le domaine de l'énergie solaire.

R E.

MILA

6 cantines scolaires sont en cours de réalisation à Tadjenanet|

Six (6) cantines scolaires sont en cours de réalisation d'une enveloppe financière 80 millions de dinars dans la commune de Tadjenanet (Mila), a-t-on appris, auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC), SkanderGueraiche.

Le même élu a précisé, que les services communaux viennent de lancer les avis d'appel d'offres inhérents à ces projets qui seront réalisés dans 6 écoles situées dans le tissu urbain du chef-lieu de la commune de Tadjenanet.
Dotées d'une enveloppe financière de 80 millions de dinars, allouée dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, les 6 cantines scolaires seront construites et équipées dans les écoles Ourida- Kacem, El Wi'am, Ahmed-Yahia, Frères Guerroudj, Frères Belkheir et Aouri Chaker, a encore précisé le même édile.
Ces structures devant être achevées et mises en service à la rentrée scolaire 2024-2025, permettront "une meilleure prise en charge des écoliers, au plan de la restauration, en leur servant des repas chauds en exécution des instructions du ministère de tutelle visant l'amélioration des conditions de scolarité", a également fait savoir M. Gueraiche.
Des équipements de surveillance (caméras et accessoires) ont été récemment installés dans 14 écoles sur les 28 que compte la commune, dans le cadre d'une première tranche d'une opération financée à hauteur de 8 millions de dinars visant à sécuriser les écoles et à protéger les élèves et le personnel enseignant, a par ailleurs indiqué le président de l'APC, ajoutant que la seconde tranche de ce programme sera entamée bientôt

SEMAINE NATIONALE DE PRÉVENTION

Intenses activités de sensibilisation dans les wilayas du centre

D'intenses activités de sensibilisation sur les comportements à adopter pour préserver sa santé, ont été organisées lundi, par les directions de la santé des wilayas du centre, à l'occasion de la Semaine nationale de la prévention, du 15 au 21 avril courant, lancée officiellement par le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, à partir de la wilaya de Boumerdes.

Placée sous le thème "un mode de vie sain pour tous" et marquée par l'organisation de caravanes, expositions, conférences-débats et campagnes de dépistages, la semaine nationale de prévention a été l'occasion pour le ministre de visiter, à Boumerdes, les stands du village de la prévention installé à l'occasion, ainsi que le projet de réalisation d'un hôpital 240 lits.
L'accent a été mis lors de ces activités, sur l'importance d'adopter un mode de vie sain en mangeant sainement, soit des repas équilibrés riches en fibres et pauvres en sel, sucres rapides et matières grasses saturées, pratiquer une activité physique régulière, et s'éloigner des comportements nocifs pour la santé tels que le tabagisme, la sédentarité l'addiction aux écrans, entre autres.
C'est le cas à Tizi-Ouzou, où la maison de la culture Mouloud-Mammeri a abrité une exposition et des conférences débats animées par des spécialistes dans le domaine, abordant différents thèmes notamment l'alimentation saine, la prévention contre la toxicomanie et la lutte contre les additions aux écrans ainsi que le problème de l'automédication.
A Ain Defla, une caravane de sensibilisation a été lancée à partir de la polyclinique Madani Kortbi pour se rendre, aujourd'hui même, dans la localité d'Ouled Belkacem à Ain Soltane et Sidi Lekehal à Mekhatria. Elle sillonnera ensuite plusieurs régions reculées à travers la wilaya.
A Blida aussi l'événement a été principalement axé sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité d'adopter un mode de vie sain et l'importance de la vaccination dans la réduction les risques de contracter des maladies contagieuses ou non contagieuses et d'éviter les conséquences dangereuses sur la santé qu'elles peuvent induire.
Dans la wilaya de Chlef, l'événement, ouvert à partir de "La place de la solidarité" au centre-ville, a été marqué par le lancement d'activités de sensibilisation et d'information sur l'importance de l'alimentation saine, du sport et d'une bonne hygiène de vie, pour préserver sa santé.
A Djelfa, le coup d'envoi de la manifestation a été donné à partir du service d'épidémiologie et de médecine préventive de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de cette ville, l'accent a été mis sur la sensibilisation contre les risques sanitaires et sur l'importance de la vaccination et du suivi sanitaire de la femme enceinte.
A noter que les événements organisés aux chefs-lieux des wilayas du centre sont dupliqués à travers les différents établissements de santé dans le souci de se rapprocher et de toucher l'ensemble des populations y compris celles des zones reculées pour rendre plus efficaces les campagnes de sensibilisation et de dépistage.

TOUGGOURT

Mise en service de 18 transformateurs électriques en prévision de l'été

Dix-huit (18) transformateurs électriques ont été mis en service dans la wilaya de Touggourt dans le but de renforcer le réseau d'alimentation électrique dans la région en prévision de la saison d'été, a-t-on appris de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Installés au niveau des différentes communes de la wilaya au titre d'un programme d'investissement de l'entreprise, ces nouveaux équipements ont également été renforcés par la rénovation de 25 autres équipements similaires, la réalisation de six (6) départs aériens de moyenne tension, de trois autres de basse tension et la fixation de sept (7) disjoncteursaériens, a expliqué la chargée de la communication à la Sonelgaz, Mounia Bada.
Dans le but d'améliorer le service public et l'alimentation électrique durant l'été prochain, l'on relève également la réalisation en cours des travaux de réhabilitation de modernisation d'un réseau de moyenne tension long de 31,8 km, la rénovation d'un linéaire de 3,5 km du réseau de basse tension, en plus de l'installation de deux stabilisateurs électriques dans la daïra d'El-Hedjira.
Cet ambitieux programme d'investissement s'assigne comme objectifs l'amélioration de l'alimentation électrique dans la région durant la période des grandes chaleurs d'une manière continue, d'éviter les fréquentes perturbations électriques en période de consommation de pic, a-t-elle signalé.
Tous les moyens humains et matériels nécessaires ont té mobilisés par la Sonelgaz pour mettre en œuvre ce programme et mettre les projets en service dans les délais impartis, selon la même source .

BATNA

Formation au profit de plus de 200 étudiants sur les projets innovants

Une session de formation au profit de plus de 200 étudiants inscrits et adhérents au titre de l'arrêté ministériel 12-75 portant sur le mécanisme (diplôme startup, diplôme brevet d'innovation) a été ouverte à l'université Mustapha Ben Bou Laid (Batna-2) en coordination de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). Organisée à l'auditorium de l'université, la rencontre a mis l'accent sur l'importance de la propriété intellectuelle et son rôle dans le développement durable par l'encouragement de l'innovation et la protection des inventions qui apportent des solutions aux problèmes de l'environnement et de l'économie. Selon Bilal Bachammar, cadre et formateur à l'INAPI, cette session de deux jours s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la propriété intellectuelle (26 avril) sous le slogan " la propriété intellectuelle et les objectifs du développement durable : construire notre avenir commun grâce à l'innovation et à la créativité .L'INAPI a ainsi prévu une série de manifestations à travers les universités du pays lancée à Batna avec des communications et travaux pratiques au profit des étudiants adhérents à l'arrêté 12-75 et leurs encadreurs, a souligné le même cadre.
L'initiative met l'accent sur la propriété intellectuelle, sa protection, les brevets d'invention et les procédures de leur inscription, a ajouté Bachammar en relevant que l'arrêté 12-75 encourage les étudiants porteurs de projets à demander des brevets d'invention pour protéger leurs idées. Au cours de l'année passée, l'INAPI a recensé plus de 2.000 demandes d'inscription de brevet d'invention dont plus de la moitié concernent des universités, a-t-il ajouté estimant que cela constitue un bond qualitatif comparativement aux années précédentes.La directrice du centre d'appui à la technologie et l'innovation (CATI) de l'université Batna2, Meriem Benbrahim, a relevé l'importance de la rencontre qui permet aux étudiants adhérents à l'arrêté 12-75 de découvrir les mécanismes de protection de leurs idées et d'inscription à la plate forme de l'INAPI. Dans le cadre de cet arrêté, deux instituts et sept facultés de l'université Batna 2 ont inscrit depuis le début de l'année en cours 260 projets de plus de 500 étudiants contre 96 projets en 2023 durant laquelle
13 projets ont obtenu le label de projet innovant ainsi qu'un seul brevet d'invention, a ajouté la même cadre ajoutant que sept projets innovants et 10 brevets d'invention sont actuellement en cours d'agrément.
L'initiative a suscité au premier jour l'intérêt des étudiants porteurs de projets donnant lieu à plusieurs communications de cadre de l'INAPI en présence des directeurs des CATI des universités de Sétif, de Tébessa, de Biskra et de Batna.
La seconde journée dont les travaux auront lieu en ateliers sera consacrée aux enseignants encadreurs de ces CATI.

Initiative «Desert To PowerPOWER» au sahel, une muraille verte aussi

Par Abdelmadjid Attar (*)

L'Afrique et plus particulièrement le Sahel correspond à l'une des régions qui bénéficie du plus important ensoleillement dans le monde, ce qui pourrait et devrait constituer à l'une des plus importantes capacités de production d'énergie propre aujourd'hui et d'hydrogène vert plus tard, la ressource ou le vecteur énergétique du futur.

Mais l'Afrique, et plus particulièrement le Sahel, est aussi la région qui est la plus confrontée aux impacts négatifs du changement climatique, alors qu'elle émet moins de CO2 que n'importe quelle autre région du monde : 1,4 Gt, soit 1 tonne par habitant (Source : AIE). C'est là aussi où 600 millions d'africains dont une large partie au Sahel, n'ont pas accès à l'électricité.

Le secteur énergétique est quant à lui largement dépendant aux combustibles fossiles et ses capacités de production sont insuffisantes par rapport aux besoins. D'après l'AIE(Energy Outlook 2023), pour répondre à la demande croissante d'énergie en Afrique au cours des décennies à venir, afin que les africains puissent avoir accès à l'électricité et à la cuisson propre, il faudrait investir 25 milliards de dollars par an.

Le secteur énergétique est quant à lui largement dépendant aux combustibles fossiles et ses capacités de production sont insuffisantes par rapport aux besoins. D'après l'AIE(Energy Outlook 2023), pour répondre à la demande croissante d'énergie en Afrique au cours des décennies à venir, afin que les africains puissent avoir accès à l'électricité et à la cuisson propre, il faudrait investir 25 milliards de dollars par an.

« Il faudrait donc plus que doubler les investissements dans le secteur de l'Energie d'ici 2030, ce qui nécessite plus de 200 milliards USD par an entre 2026 et 2030, dont les deux tiers seront consacrés aux énergies propres ».

L'INITIATIVE « DESERT TO POWER » POUR LES PAYS DU SAHEL

L'objectif de l'initiative « Desert to Power » consiste justement à exploiter le potentiel solaire disponible qui est énorme, pour en produire une énergie propre avec une capacité de 10 GW pour démarrer, l'une des plus importantes au monde, au profit d'environ 250 millions d'habitants. Il s'agit d'un des plus importants projets solaires en Afrique, piloté et financé par la BAD, qui contribuera aussi à la réalisation de la Grande Muraille Verte.

L'initiative « Desert to Power », concentrée sur les pays du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Sénégal, et Mauritanie) a pour objectif :

- Augmenter la capacité de production d'énergie solaire connectée au réseau.
- Renforcer et étendre les réseaux nationaux et régionaux.
- Déployer des solutions énergétiques décentralisées.
- Améliorer les capacités financières et opérationnelles des compagnies d'électricité.
- Renforcer l'environnement favorable à une intensification des investissements du secteur privé.

Cinq projets prioritaires ont déjà été sélectionnés et approuvés au niveau des cinq pays du G5 Sahel pour être à la base d'une véritable « electricity road map » d'Ouest vers l'Est, avec un objectif d'extension vers les autres pays du Sahel (Soudan, Ethiopie, Erythrée, Djibouti…):

Les feuilles de route établies et les approbations par les autorités politiques ont déjà permis la mise en place de la structure de pilotage du projet, ainsi que les partenariats nécessaires pour mobiliser les financements concessionnels adéquats. Il est ainsi prévu que sur une période de 7 ans à compter de 2022, que l'initiative puisse arriver à mobiliser un milliard de dollars provenant du Fond Vert pour le Climat, la BAD, et d'autres institutions de financements de développement, ainsi que des fonds du secteur privé.

Les résultats escomptés à long terme sont de :

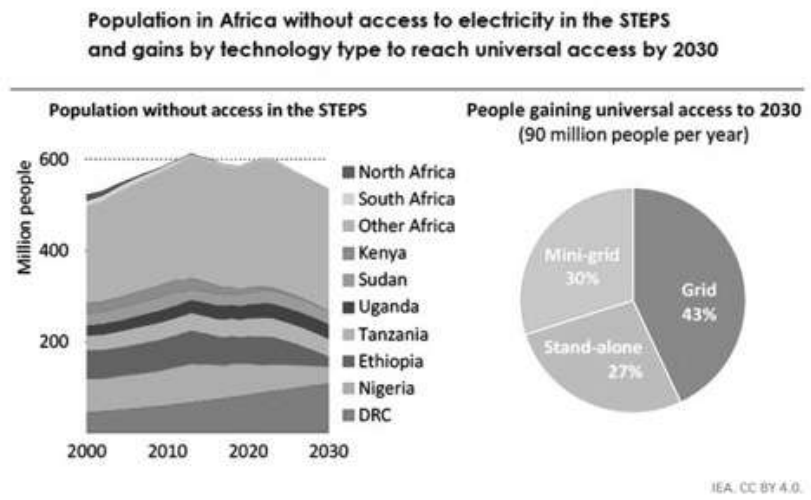
- 500 MW de capacité de production d'énergie solaire
- 239 MWh de capacité de stockage d'énergie.
- L'accès à l'électricité d'un million de personnes.
- L'équivalent d'un crédit carbone de 14,4 millions de tonnes de CO2.
- La création de 1420 emplois écologiques pendant la phase de construction des projets.

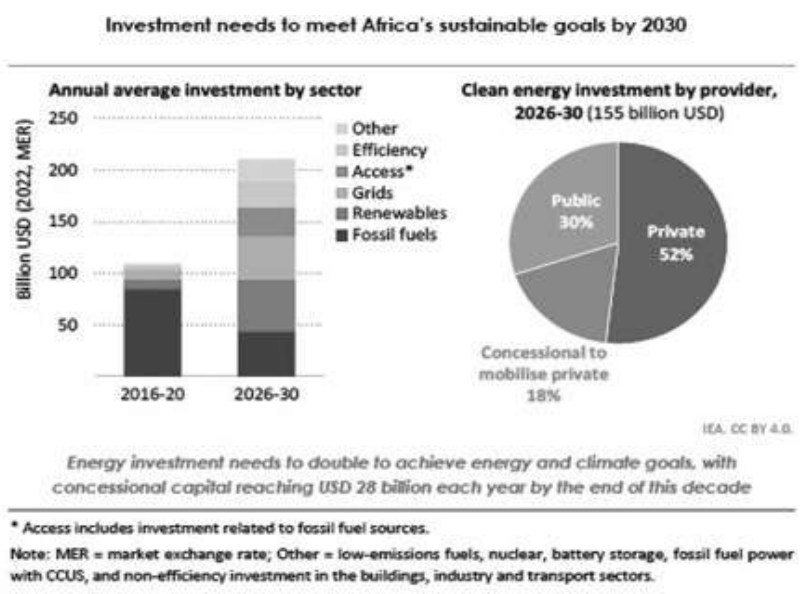
On peut noter qu'en 2023, dans le cadre de l'initiative « Desert to Power », la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 273 millions de dollars, destiné à un projet de réalisation de plusieurs centrales solaires et l'interconnexion entre la Mauritanie et le Mali par :

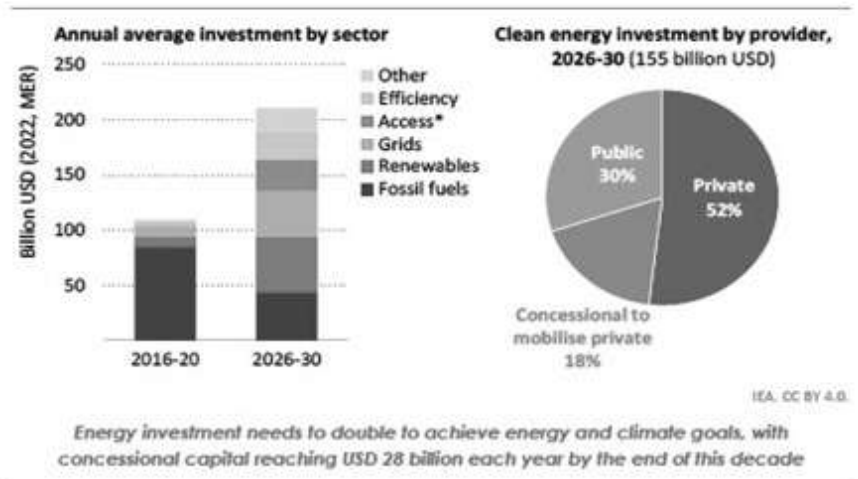
- Une ligne électrique en haute tension, de 225 kV, sur 1373 Km. Ce programme développera des centrales solaires et construira une ligne de haute tension de 1 373 kilomètres.
- Une capacité de transit de 600 mégawatts entre les deux pays.

(*) Ancien ministre de l'Energie

Source : energymagazinedz







DUBAÏ

Les ventes de propriétés haut de gamme augmentent grâce à la demande étrangère

Les ventes de maisons à Dubaï d'une valeur de 10 millions de dollars ou plus ont augmenté de 6 % au cours du premier trimestre par rapport à l'année dernière, selon un rapport de l'industrie publié mardi, la demande des ultra-riches internationaux pour des maisons dans l'émirat ne montrant aucun signe d'affaiblissement.
Au total, 105 maisons d'une valeur globale de 1,73 milliard de dollars ont été vendues entre janvier et mars, contre environ 1,6 milliard de dollars un an plus tôt, selon le cabinet de conseil immobilier Knight Frank.
L'activité a été dominée par les acheteurs au comptant, l'île artificielle en forme de palmier Palm Jumeirah étant la zone la plus recherchée, représentant 36,3 % des ventes en valeur totale, suivie par JumeirahBay Island et DubaiHillsEstate.
Abritant la plus haute tour du monde, Dubaï, aux Émirats arabes unis, cherche à développer son économie grâce au tourisme, à la construction d'un centre financier local et à l'attraction de capitaux étrangers, y compris dans l'immobilier.
Le récent boom immobilier a toutefois montré des signes d'essoufflement, les promoteurs, les investisseurs et les courtiers se demandant s'il est possible d'éviter une correction douloureuse semblable à l'effondrement qui a secoué l'émirat en 2008.
L'année dernière, Dubaï s'est classée au premier rang mondial pour le nombre de ventes de logements de plus de 10 millions de dollars, avec près de 80 % de propriétés vendues en plus par rapport à Londres, qui occupe la deuxième place, selon Knight Frank. La ville s'est également démarquée de la tendance à la baisse des prix des biens de luxe observée dans des villes comme Londres et New York l'année dernière, en affichant des gains à deux chiffres, a déclaré Knight Frank en février.
"Le niveau d'activité à Dubaï continue de se renforcer, en particulier dans le haut de gamme du marché, où le flux presque constant de personnes internationales fortunées se disputant les maisons les plus chères de la ville persiste", a déclaré FaisalDurrani, responsable de la recherche de Knight Frank pour le Moyen-Orient et l'Afrique.
M. Durrani a déclaré à Reuters que Dubaï était aidée par le prix relativement abordable de ses maisons de luxe, où les acheteurs aisés peuvent acquérir environ 980 pieds carrés d'espace résidentiel pour 1 million de dollars, "environ trois ou quatre fois plus que ce que vous obtiendriez dans la plupart des grandes villes-portes mondiales".

LIBYE

Tripoli éclipse le Nigeria et devient le plus grand producteur de pétrole en Afrique

Depuis environ 10 ans, le Nigeria peine à maintenir une production pétrolière stable, ce qui fait que le pays est régulièrement dépassé par ses poursuivants angolais et libyens.

Au terme du mois de mars 2024, la Libye est devenue le premier producteur de pétrole brut en Afrique, dépassant le Nigeria. C'est ce que montre le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).
Le document indique que la production de pétrole brut du pays d'Afrique du Nord a atteint 1,24 million de barils par jour, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à la production du mois précédent, qui était de 1,17 million de barils par jour. La production de pétrole brut du Nigeria s'est, quant à elle, établie à 1,23 million de barils par jour sur la même période, contre 1,32 million de barils par jour pour le mois de février.
Ce changement de leadership reflète les efforts constants des autorités libyennes pour renforcer la production et les difficultés rencontrées par le Nigeria depuis plusieurs années pour stabiliser sa production sujette entre autres, à des infrastructures vétustes et à des problèmes de vandalisme.
L'embellie de la production libyenne s'est produite parallèlement à une tendance plus large d'augmentation de la production dans plusieurs pays membres de l'OPEP. En mars, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Gabon et le Koweït ont dopé leurs offres, contrairement au Nigeria, à l'Irak ou encore au Venezuela.
Le rapport de l'OPEP souligne que la production totale de pétrole de ses 12 États membres s'est élevée en moyenne à 26,6 millions de barils par jour en mars 2024, ce qui représente une augmentation de 300 000 barils par jour en glissement annuel.

EGYPTE

La percée des oranges égyptiennes dans l'UE inquiète les producteurs espagnols

L'Égypte est le premier exportateur mondial d'oranges fraîches, pesant pour plus du tiers du commerce mondial. Alors que l'accès à l'Asie, son principal débouché est perturbé par les attaques houthis en mer rouge, le pays d'Afrique du Nord mise sur l'Union européenne.
En Espagne, la filière agrumes redoute le nouvel « l'afflux » d'oranges égyptiennes sur le marché de l'Union européenne (UE). Alors que le pays des pharaons est déjà le premier exportateur africain d'oranges vers l'UE, Asaja-Sevilla, plus grande fédération d'agriculteurs espagnols indique que le conflit entre Israël et le Hamas a conduit l'Égypte à rediriger « massivement » ses produits vers le marché communautaire.
En effet, explique Ricardo Serra à FreshPlaza, avec les attaques des Houthis du Yémen en mer rouge, principal axe commercial international et principale voie d'accès direct de l'Égypte vers l'Asie, les cargaisons traditionnellement destinées à la Chine, à la Turquie ou aux pays du Golfe, sont désormais orientées vers l'UE et font de l'ombre à l'industrie espagnole.
« En Espagne, ce changement de destination de l'Égypte a eu un impact négatif sur le marché de l'orange, en particulier sur le prix des oranges pour le jus qui a été divisé par deux au cours des 20 derniers jours. L'arrivée massive d'oranges égyptiennes a provoqué une baisse des prix et un effondrement de la production nationale », a déclaré M. Serra.
Face à cette situation, les producteurs ont demandé aux autorités espagnoles d'imposer aux fournisseurs égyptiens une indication obligatoire de l'origine des oranges sur les étiquettes des jus afin que les consommateurs soient pleinement informés au moment de l'achat.
Il faut noter que ces revendications sur les oranges égyptiennes sont similaires à celles formulées depuis plusieurs mois à l'égard des tomates marocaines accusées aussi bien en Espagne qu'en France de « concurrence déloyale ».
Pour rappel, en 2022/2023, l'Égypte a exporté 458 408 tonnes d'oranges vers UE supplantant ainsi l'Afrique du Sud comme premier fournisseur du bloc économique.

CODE DES CHANGES EN TUNISIE

Une refonte qui aide à surmonter les défis

La refonte du code des changes pourrait, entre autres, résoudre le problème du marché noir en devises étrangères, qui se développe en raison des restrictions imposées sur les changes. En assouplissant les règles, la refonte peut réduire l'attrait du marché noir, améliorant ainsi l'intégrité du système financier et renforçant la base fiscale du pays. Mohamed AdemMokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique, nous livre plus de détails sur la refonte du code des changes. Le code des changes actuel de la Tunisie, enraciné dans un cadre réglementaire relativement ancien, fait face à de multiples défis qui limitent l'efficacité et le dynamisme économique du pays. Ces défis et la manière dont une refonte pourrait les surmonter sont cruciaux pour comprendre l'importance de cette réforme. Un des défis majeurs est la rigidité des réglementations en matière de change. Le cadre actuel impose des contraintes strictes sur les transactions en devises étrangères, entravant la capacité des entreprises tunisiennes à mener des transactions internationales efficacement.

Attractivité des investissements étrangers

Cette rigidité se manifeste à travers des procédures bureaucratiques lourdes et des délais d'attente pour obtenir les autorisations nécessaires, ce qui réduit la compétitivité des entreprises sur les marchés mondiaux. La refonte du code des changes pourrait alléger ces contraintes en simplifiant les processus et en réduisant les restrictions, permettant ainsi aux entreprises de réagir plus rapidement et plus efficacement aux dynamiques du marché mondial, c'est ce que nous a confirmé Mohamed AdemMokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique.
D'après lui, le deuxième défi concerne l'attractivité des investissements étrangers. Les investisseurs sont souvent réticents à s'engager dans des économies où les rapatriements de bénéfices et la gestion des investissements sont entravés par des réglementations strictes. La refonte pourrait améliorer l'attractivité de la Tunisie pour les investissements étrangers en offrant plus de liberté et de flexibilité dans le transfert des fonds et la gestion des investissements, renforçant ainsi l'entrée de capitaux étrangers dans l'économie. Toujours selon son analyse, un autre défi est la concordance avec l'évolution technologique, notamment l'adoption croissante des cryptoactifs. La réglementation actuelle ne facilite pas les transactions impliquant de telles formes de monnaie numérique, ce qui place la Tunisie en retard par rapport aux économies qui les adoptent.
La refonte pourrait intégrer les cryptoactifs dans le système financier, permettant aux entreprises de diversifier leurs options de paiement et d'exploiter les avantages de ces technologies émergentes.

UEMOA

400 entreprises détiennent près de 30% des crédits à l'économie

Cette concentration de crédits entre les mains d'une poignée de grandes entreprises n'est pas sans conséquence sur la stabilité financière du système bancaire de l'UEMOA.

Dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), 400 entreprises concentrent près de 30 % des crédits à l'économie à fin décembre 2023, selon une récente analyse de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Si l'on se penche sur les crédits déclarés à la Centrale des risques bancaires de l'Union - supérieurs à 10 millions fcfa - ce groupe d'entités, qui représente en nombre moins de 1 % du tissu productif, contrôlerait 50,6 % des encours de crédits octroyés par plus de 130 banques opérant dans la zone à fin décembre 2023. La concentration des crédits varie significativement d'un pays à l'autre au sein de l'espace économique. En Guinée-Bissau, où la concentration est la plus élevée, les 50 principales entreprises en termes de crédits absorbent 58,1% des crédits à l'économie. Au Niger, ce ratio s'élève à 50,4 %, indiquant une forte concentration du crédit entre les mains de quelques acteurs économiques majeurs. Au Mali, cette proportion, légèrement inférieure, s'établit à 35,3 %. Au Togo et au Bénin, 50 entreprises concentrent respectivement 37,6 % et 34,2 % des crédits à l'économie, selon la BCEAO. La Côte d'Ivoire et le Sénégal affichent les taux de concentration les plus modérés, avec respectivement 25,2 % et 26,6 %.

A l'échelle de l'Union, une analyse des engagements selon leur maturité révèle que les crédits à court terme sont prédominants par rapport à ceux à moyen et long termes. A fin décembre 2023, les ressources à court terme octroyées aux 50 plus grandes entreprises utilisatrices de crédits bancaires (GEUCB) par pays représentaient 59 % contre 41 % pour les crédits à moyen et long termes.

Si cette concentration révèle plusieurs dynamiques sectorielles et les stratégies bancaires dans l'espace, elle expose aussi fortement le système financier aux crises qui touchent les grandes entreprises. Surtout que dans ces économies où les PME, qui forment plus de 90 % du tissu économique et génèrent plus de 80 % des emplois, peinent à obtenir des financements pour leur croissance.

MALI

Bamako annonce un investissement de 21 millions $ dans le logement des douaniers

Plusieurs programmes de construction de logements ont été déjà lancés, dont le projet « Un policier, un toit », initié en juillet 2021. Il vise à mettre à la disposition des fonctionnaires de police 1000 logements pour un budget de 16 milliards fcfa (environ 26 millions de dollars).

Le gouvernement malien a procédé, le vendredi 12 avril 2024, à la signature d'une convention pour la construction de 500 logements économiques en vue d'améliorer les conditions de vie des travailleurs des douanes.

Selon le communiqué du ministère malien de l'Economie, cette initiative dont le coût global s'élève à de 13,35 milliards fcfa (environ 21,1 millions $) fait partie d'un programme plus large de 2000 unités, comprenant des logements de différents types.

Le financement de ce projet sera assuré par la société Traco Intersa qui mobilisera des ressources auprès de ses partenaires financiers.

Les travailleurs bénéficieront d'un système de prêt acquéreur sur une période de 5 à 20 ans, avec la domiciliation salariale comme condition préalable, peut-on lire dans la note d'information.

Il faut noter que l'accès au logement dans ce pays ouest-africain reste un enjeu majeur. Selon le Centre pour le financement du logement abordable (CAHF), l'urbanisation rapide combinée à la pression démographique et à la pauvreté entraîne une expansion des bidonvilles.

De plus, la covid-19 a exacerbé ces problèmes. Ce qui rend l'accessibilité au crédit de logement difficile pour les populations, en particulier pour les ménages agricoles et les femmes.

Pour améliorer l'accès au logement pour les agents de l'Etat, le gouvernement malien a lancé plusieurs programmes de construction de logements.

Parmi ceux-ci figure le projet « Un policier, un toit », initié en juillet 2021, qui vise à mettre à la disposition des fonctionnaires de police 1000 logements pour un budget de 16 milliards Fcfa.

ZAMBIE

Le gouvernement et ses partenaires dévoilent un nouveau mécanisme financier pour accélérer l'accès à l'énergie

La Zambie s'est engagée à transformer son paysage énergétique avec notamment son initiative 1000 mini-réseaux qui constitue une base pour fournir une énergie fiable, abordable et moderne aux communautés rurales.

En soutien à la décision du président zambien HakaindeHichilema d'accélérer le déploiement des mini-réseaux par le biais de l'Initiative 1000 mini-réseaux, le gouvernement zambien et ses partenaires ont dévoilé le 11 avril un nouveau mécanisme financier pour soutenir les développeurs de mini-réseaux.

Il s'agit de l'Incitation à la Stimulation de la Demande (Demand Stimulation Incentive - DSI). Sous l'égide de la Fondation Rockefeller et avec le soutien d'autres partenaires, le DSI devrait permettre de surmonter les obstacles au déploiement des mini-réseaux et d'améliorer l'accès à l'énergie pour les Zambiens.

Le mécanisme soutiendra le développement rural en favorisant les utilisations productives de l'énergie dans les communautés qui n'ont actuellement pas accès à une électricité fiable. Dans sa première phase, des mini-réseaux seront déployés sur 100 sites prioritaires, ce qui aura un impact positif sur les moyens de subsistance de 30 000 personnes en électrifiant des écoles, des hôpitaux et d'autres institutions communautaires.

En 2022, le gouvernement avait déjà lancé un plan d'action pour fournir une électricité fiable et abordable aux centres de santé mal desservis des zones rurales, en utilisant de l'énergie solaire.

NIGER

Le pays obtient une avance de 400 millions $ de la Chine sur les ventes de brut

L'avance servira notamment à financer des projets dans le domaine de la sécurité, du développement agricole et de la santé. Elle devrait être remboursée grâce aux recettes du brut durant une période de 12 mois, et avec un taux d'intérêt de 7%.

Le gouvernement nigérien a obtenu une « avance » de 400 millions de dollars de la Chine sur ses prochaines ventes de pétrole brut qui devraient débuter en mai 2024, a rapporté l'agence de presse officielle locale ANP, le samedi 13 avril.

Le Premier ministre nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine, et le président de la China National Petroleum Corporation (CNPC), Zhou Zuokun, ont signé vendredi en fin d'après-midi, à Niamey, trois accords sur la « commercialisation conjointe de pétrole brut », a-t-on précisé de même source, indiquant que l'un de ces accords concerne un « contrat de paiement d'une avance de 400 millions de dollars sur la quote-part du Niger du brut».

Cette avance sera remboursée grâce aux recettes du brut durant une période de 12 mois et avec un taux d'intérêt de 7%.

Le Premier ministre nigérien a indiqué à l'issue de la cérémonie de signature des accords avec la partie chinoise que ces fonds seront gérés « de manière transparente » et iront « en priorité à la défense et la sécurité » du pays.

« Les priorités absolues sont le renforcement de la sécurité de notre territoire. Donc la défense et la sécurité en particulier sont notre priorité numéro un », a-t-il souligné, indiquant qu'une partie des fonds servira aussi à « honorer des engagements » du Niger et à financer des investissements dans le domaine du développement agricole et de l'amélioration de l'offre médicale.

La CNPC avait récemment annoncé que la commercialisation de pétrole brut nigérien sur le marché international devrait débuter « en mai 2024 ».

Le général AbdourahamaneTiani, chef de la Transition au Niger, avait révélé en décembre 2023 que son pays engrangerait 25,4% des recettes des exportations de brut sur le total de 90 000 barils qui seront produits chaque jour, soit « 22 860 barils par jour ».

L'or noir sera acheminé depuis la région d'Agadem (sud-est) jusqu'au Bénin voisin par un oléoduc géant de près de 2 000 km, qui a été construit grâce à des investissements - principalement chinois - de 6 milliards de dollars.

Selon les experts, les fonds qui seront servis au Niger par Pékin au titre d'avance sur les ventes de brut se situent ainsi dans le cadre de la politique de « prêts contre infrastructures » de l'empire du Milieu, qui est monnaie courante en Afrique, même si les pays du continent qui ont fait appel à ce type de transactions se sont retrouvés en difficulté comme le montrent les exemples tchadien et congolais.

Mais le Niger, qui a fait l'objet de sanctions de la part de la CEDEAO durant environ sept mois dans la foulée du coup d'Etat du 26 juillet dernier, ne semblait pas avoir une large gamme de choix pour mobiliser des financements.

« Il est important de dire que dans ce contexte extrêmement difficile où notre pays a fait l'objet de sanctions punitives par les institutions auxquelles nous appartenions, notamment la CEDEAO et l'UEMOA, il était difficile de résister et il y a eu pendant cette période énormément de propositions pour notre pays par rapport à la vente de ce brut, mais nous avons résisté », a d'ailleurs avoué le Premier ministre nigérien, cité par l'ANP.

CAC 40

La remontée des rendements sème le trouble

La Bourse de Paris devrait ouvrir en baisse mardi matin, les investisseurs se montrant préoccupés par la brusque remontée des rendements obligataires, souvent à l'origine de mouvements de correction sur les marchés d'actions.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison avril - se traite autour de 7942,5 points, en baisse de 105 points, ce qui laisse présager une ouverture en-dessous du soutient important des 8000 points.
La dégradation des marchés obligataires s'est fortement accentuée hier en réaction à des chiffres des ventes de détail aux Etats-Unis ressorties au-dessus des attentes.
Cette solide statistique, venue s'ajouter à d'autres indicateurs meilleurs que prévu, éloigne encore un peu plus la perspective d'une prochaine baisse de taux de la Fed, principal moteur de la hausse des marchés depuis le début de l'année.
Le rendement des Treasuries à 10 ans, baromètre du sentiment du marché sur la santé de l'économie américaine, a ainsi touché lundi un pic de presque cinq mois, à plus de 4,65%.
L'effet de contagion s'est propagé à l'Europe, où le rendement du Bund allemand à dix ans, référence pour la zone euro, se tend autour de 2,44%, faisant craindre un durcissement des conditions financières.
Dans ce contexte, les investisseurs redoutent que le niveau élevé des rendements empêche les actions de répondre positivement à la saison des résultats d'entreprises en cours.
Les géants financiers Morgan Stanley et Bank of America doivent publier leurs comptes de premier trimestre à la mi-journée à Wall Street, de même que le groupe de santé Johnson & Johnson.
Sur le Vieux Continent, Ericsson a fait état ce matin de bénéfices en hausse au titre des trois premiers mois de l'année, en dépit d'une contraction de ses ventes sur la période.
Selon les stratèges de Berenberg, les incertitudes économiques du moment militent en faveur d'une 'pause' sur les marchés d'actions, ce qui les conduisent à privilégier des actifs plus sûrs comme l'or, l'énergie ou les valeurs défensives.
L'indice CBOE, qui mesure la volatilité du S&P 500 et qui est souvent baptisé 'indice de la peur', a d'ailleurs fini à 19,2 hier soir, au plus haut depuis le mois de novembre dernier.
En dehors des résultats d'entreprise, les opérateurs de marché seront attentifs aujourd'hui à l'indice ZEW du climat des affaires en Allemagne, puis aux derniers chiffres de l'immobilier aux Etats-Unis.
Bonne nouvelle, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a progressé de 5,3% sur un an au cours du premier trimestre 2024, d'après des données publiées mardi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).
Mais les économistes de Commerzbank soulignent que l'activité a quelque peu ralenti au mois de mars, laissant penser selon eux que la reprise observée en début d'année grâce au soutien budgétaire et aux investissements publics pourrait être en train de s'essouffler.
'Le gouvernement doit donc poursuivre son plan de dépenses pour cette année', en déduit la banque allemande.

L'Europe décline à l'ouverture, saisie par l'incertitude

Les marchés européens s'affichent en net recul à l'ouverture mardi, les marchés s'inquiétant des perspectives de taux aux Etats-Unis et des tensions géopolitiques.
À Paris, le CAC 40 recule de 1,44% à 7.929 points vers 07h35 GMT. À Francfort, le Dax perd 1,35%, contre 1,27% pour le FTSE , à Londres.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cède 1,27%, l'EuroStoxx 50 1,41% et le Stoxx 600 1,31%.
Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones , le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq n'affichant pas de direction marquée. Les opérateurs réévaluent leurs anticipations de politique monétaire pour les Etats-Unis après les derniers chiffres des ventes au détail, qui suggèrent que l'activité demeure résistante aux hausses de taux et que la Réserve fédérale pourra maintenir une politique monétaire restrictive.
Les inquiétudes sur la situation géopolitique continuent d'assombrir les perspectives des marchés, alors qu'Israël se prépare à riposter à l'attaque de grande ampleur menée par l'Iran samedi.
Aux valeurs, Ericsson progresse de 5,82% après des résultats trimestriels meilleurs que prévu.

Les Bourses chinoises en rouge vif

Les Bourses chinoises ont ouvert mardi 16 avril en fort repli avant la publication en Chine des chiffres de la croissance pour le premier trimestre et sur fond de craintes d'embrasement au Moyen-Orient.
Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 1,40% à 16.367,69 points.
De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédait 0,45% à 3.043,55 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,77% à 1.689,53 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Avril 2024
Valeur : 18 Avril 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.6216	134.6366
1	EUR	EURO	143.0220	143.0649
1	GBP	POUND STERLING	167.4190	167.4585
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1789	87.1942
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5952	18.5978
1	CHF	SWISS FRANC	147.4174	147.4985
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.5590	97.5981
1	DKK	DANISH KRONE	19.1526	19.1574
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3075	12.3122
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.2602	12.2642
1	AED	UAE DIRHAM	36.6557	36.6627
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8876	35.8935
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.6578	436.8482
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.3804	42.8063
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.2586	13.2601
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7222	27.8641
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5445	3.5449
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.2225	177.2225

BOURSE DE TOKYO

Ouverture en nette baisse

La Bourse de Tokyo reculait sensiblement mardi 16 avril au matin, plombée par plusieurs facteurs dont le risque d'escalade au Moyen-Orient toujours vif et des craintes renouvelées d'un éventuel report des baisses de taux attendues de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei perdait 1,75% à 38.548,07 points vers 00h40 GMT et l'indice élargi Topix cédait 1,39% à 2.715,06 points.
L'armée israélienne a promis lundi une «riposte» aux frappes iraniennes inédites contre l'État hébreu ce week-end, malgré les appels de nombreux pays, à éviter une escalade dans la région, alors que la guerre fait déjà des ravages dans la bande de Gaza.
Aux États-Unis, les ventes au détail ont été plus dynamiques que prévu en mars, un nouveau signe d'une économie américaine toujours vigoureuse - et donc d'une inflation risquant de rester élevée. Cet indicateur a ravivé les craintes d'une temporisation plus longue de la Fed avant de commencer à baisser ses taux directeurs. «Ce processus commencera probablement cette année», a toutefois estimé le président de l'antenne de New York de la Fed, John Williams.
Elle-même fragilisée par tous ces facteurs, la Bourse de New York a terminé lundi dans le rouge, en particulier son indice Nasdaq, à forte coloration technologique.

Le pétrole remonte

Les prix du pétrole se redressaient mardi matin en Asie, alors que les espoirs d'une rapide désescalade après les frappes iraniennes de ce week-end, qui ont été largement déjouées, étaient douchés par la promesse d'une riposte de l'armée israélienne. Vers 00h30 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,64% à 85,96 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,58% à 90,62 dollars.
Sur le marché des devises, le yen pansait ses plaies face au dollar, qui valait 154,32 yens vers 00h40 GMT contre 154,28 yens lundi à 21h00 GMT. La baisse du yen est habituellement bénéfique pour la Bourse de Tokyo et ses valeurs exportatrices. Mais son repli a été si brutal ces derniers jours que le risque d'une intervention du Japon sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie - comme en 2022 - redevient aigu, et pèse comme une épée de Damoclès sur les investisseurs. Quant à l'euro, il se négociait pour 163,87 yens contre 163,91 yens la veille, et pour 1,0619 dollar contre 1,0624 dollar lundi à 21h00 GMT.

ROYAUME-UNI

Les grandes entreprises britanniques veulent mieux payer leurs dirigeants

La City a peur de perdre ses dirigeants, qui seraient tentés de partir aux États-Unis. Elle pousse pour mieux les rémunérer.

Un nombre croissant d'entreprises du FTSE 100, principal indice de la Bourse de Londres, cherchent à faire approuver par leurs actionnaires des hausses de rémunération pour leurs dirigeants. Elles espèrent ainsi mieux rivaliser avec leurs concurrentes américaines, selon une étude du cabinet Deloitte publiée lundi 15 avril. Parmi ces firmes qui veulent mieux payer leurs dirigeants, beaucoup "ont une présence significative aux Etats-Unis", explique Mitul Shah, associé chez Deloitte, dans un communiqué.
Elles citent notamment la disparité des niveaux de rémunération des deux côtés de l'Atlantique, un problème lorsqu'il s'agit de "rivaliser pour attirer et retenir les talents de haut niveau sur un marché mondial", poursuit-il. Le géant pharmaceutique britannique Astrazeneca a ainsi fait approuver jeudi une hausse de la somme maximale que pourra toucher cette année son directeur général Pascal Soriot (comprenant sa rémunération fixe et variable) à 18,9 millions de livres (22,1 millions d'euros), soit eux millions de livres de plus que l'an dernier. Mais malgré une hausse de 7% du dividende annoncée le même jour, plus du tiers des actionnaires s'étaient opposés à cette hausse, suivant notamment les avis de certaines agences de conseil spécialisées dans les votes aux assemblées générales.En France, c'est la rémunération de Carlos Tavares, patron de Stellantis, qui est sous le feu des critiques. Elle pourrait atteindre 36,5 millions d'euros sur la seule année 2023. Mais trois sociétés de conseil, qui estiment le montant trop élevé, ont invité les actionnaires à voter contre.

La City se défend

Le montant médian de la rémunération des directeurs généraux du FTSE 100 a déjà augmenté de 4% l'année dernière à 4,50 millions de livres - sur la base de l'analyse faite par Deloitte des données des 55 premières entreprises à publier leurs rapports annuels 2023.
Selon ces données, un tiers environ de ces entreprises demandent à leurs actionnaires une nouvelle politique de rémunération cette année - dont la moitié cherchent à augmenter considérablement le niveau de la paye ou à introduire des structures de rémunération plus innovantes. Cette étude est publiée alors que la City de Londres cherche à défendre l'attractivité de sa place financière, surtout depuis le Brexit face à la concurrence de ses rivales européennes, mais a récemment vu plusieurs grands noms s'en détourner, notamment pour transférer leur cotation outre-Atlantique.
La semaine dernière, des informations de presse ont remis l'accent sur le fait que le géant britannique des hydrocarbures Shell n'a pas exclu de faire migrer sa cotation boursière aux Etats-Unis - comme son directeur général WaelSawan l'avait déjà signalé l'an dernier.
Mais Shell, qui avait aussi envisagé en 2021 de transférer son siège et sa cotation aux Etats-Unis, avant de finalement décider de consolider son ancrage à Londres, n'a "pas prévu de revenir sur la question pour le moment", a réagi l'entreprise.

ITALIE

Le fisc saisit 64 millions d'euros à carrefour, soupçonné de fraude fiscale

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du plan de relance de Carrefour annoncé en janvier 2018. - AFP
Dans l'attente du jugement, le parquet de Milan a saisi de manière préventive la somme 64 millions d'euros auprès de Carrefour, dont une filiale est soupçonnée de fraude fiscale.
Le parquet de Milan a annoncé avoir mis sous séquestre ce lundi 15 avril plus de 64 millions d'euros du groupe français de grande distribution Carrefour Italie, dont une filiale est soupçonnée de fraude fiscale. La police "a exécuté un décret de mise sous séquestre préventive d'un montant global de plus de 64 millions d'euros concernant une société leader dans le secteur de la grande distribution", a indiqué le parquet de Milan dans un communiqué. De son côté, Carrefour a assuré "offrir le maximum de soutien et de collaboration aux autorités compétentes" dans cette "enquête fiscale".
"Plus concrètement, l'objet de l'enquête concerne les activités logistiques de l'entreprise", a ajouté le groupe dans un communiqué, sans plus de précisions.
Des soupçons de fraude dans la logistique Selon l'agence Ansa, la société GS Spa, chargée de la logistique et propriété de Carrefour Italie, est soupçonnée de fraude fiscale entre 2018 et 2022 pour avoir émis des factures pour des activités inexistantes.
Selon le parquet, qui ne la nomme pas, GS Spa aurait émis "de faux documents pour un montant total supérieur à 362 millions d'euros".

ACIER CHINOIS

Il inonde le marché latino-américain qui réclame des taxes

"Plus d'acier chinois", proclame une banderole tendue devant une aciérie à Talcahuano, au Chili, le 4 avril 2024
L'industrie sidérurgique en Amérique latine est confrontée au dumping chinois qui inonde son marché et met en péril de nombreux emplois. En réaction, les aciéries parfois au bord de la faillite réclament des taxes à l'importation.
Dix millions de tonnes d'acier chinois ont déferlé sur l'Amérique latine l'an dernier, soit une croissance de 44% par rapport à l'année précédente. Il y a vingt ans, la Chine n'y exportait que 85.000 tonnes. Depuis deux décennies, la Chine a porté sa part sur le marché mondial de l'acier de 15% à 54%, selon l'Association latino-américaine de l'acier (Alacero).
Les inquiétudes sur la surcapacité de l'industrie sidérurgique chinoise se sont en outre accrues depuis le net ralentissement de son secteur de la construction, libérant des produits pour l'exportation. "La Chine est trop présente en Amérique latine", déplore Alejandro Wagner, directeur exécutif d'Alacero. "Personne n'est contre le commerce entre les pays, mais tant que nous parlons de commerce équitable", dit-il à l'AFP. Lors d'une récente visite en Chine, la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen s'est inquiétée de la "surproduction" chinoise et a déclaré que les Etats-Unis "n'accepteront pas" que le monde soit inondé de produits chinois vendus à perte. Les métallurgistes protestent contre la fermeture éventuelle de l'usine de Huachipato dans la ville de Talcahuano, au Chili, le 4 avril 2024 Les métallurgistes protestent contre la fermeture éventuelle de l'usine de Huachipato dans la ville de Talcahuano, au Chili En 2018, les Etats-Unis ont imposé des droits de douane supplémentaires de 25% sur l'acier chinois. Un exemple que voudraient suivre les industries chilienne et brésilienne.
La principale aciérie du Chili, Huachipato, 2.700 salariés directs et 20.000 sous-traitants en a fait le demande formelle à la Commission chilienne de lutte contre la distorsion. Située à Talcahuano, à 500 kilomètres au sud de Santiago, elle a annoncé la suspension progressive de ses activités, submergée par l'acier chinois vendu au Chili 40% moins cher que l'acier local. La commission a trouvé "des preuves suffisantes pour étayer l'existence d'un dumping" de la part de la Chine, et a recommandé un prélèvement de 15%, jugé "insuffisant" par Huachipato.
Les métallurgistes protestent contre la fermeture éventuelle de l'usine de Huachipato dans la ville de Talcahuano, au Chili, le 4 avril 2024 Des métallurgistes protestent contre la fermeture éventuelle de l'usine de Huachipato dans la ville de Talcahuano, au Chili "Nous ne demandons pas de subventions ou de renflouements. Huachipato a la capacité d'être rentable dans un environnement concurrentiel", a déclaré son directeur, Jean Paul Sauré.
La décision d'imposer des mesures de protection n'est pas facile à prendre. Le Chili a signé un accord de libre-échange avec la Chine en 2006, ce qui l'expose à d'éventuelles représailles commerciales.

La Chine surprend en affichant une croissance de 5,3% au premier trimestre

La performance de Pékin dépasse les attentes du marché. Le gouvernement s'est fixé un objectif «d'environ 5%» pour 2024, loin des progressions à deux chiffres des dernières décennies.
Une performance meilleure qu'espérée malgré les difficultés: la Chine a annoncé mardi 16 avril une croissance de son PIB de 5,3% au premier trimestre, un rythme bien plus rapide qu'espéré en dépit d'une crise de l'immobilier et d'une consommation sans tonus exacerbées par les incertitudes économiques. Un groupe d'experts interrogés par l'AFP tablait en moyenne sur une hausse de 4,6%.
Pékin s'est fixé cette année un objectif «d'environ 5%», loin des progressions à deux chiffres des dernières décennies.
Ce rythme, qui ferait bien des envieux dans la plupart des grandes économies, n'en serait pas moins le plus faible pour la Chine depuis 1990 (3,9%), hors période de Covid. Au premier trimestre, «l'économie chinoise a continué sur sa lancée et a pris un bon départ» cette année, s'est félicité devant la presse Sheng Laiyun, un porte-parole du Bureau national des statistiques (BNS), assurant que les mesures du gouvernement pour soutenir la croissance «produisaient leurs effets».
Toutefois, par rapport au quatrième trimestre 2023, comparaison plus fidèle de la conjoncture, le PIB progresse plus modestement (+1,6%).
Éminemment politique et sujet à caution, le chiffre officiel du PIB n'en reste pas moins très scruté, compte tenu du poids du pays dans l'économie mondiale. Les chiffres de la croissance sont publiés au moment où certains économistes s'inquiètent de la trajectoire de la deuxième économie mondiale.
Mercredi, l'agence de notation Fitch a abaissé à négative la perspective de la dette souveraine de la Chine, arguant de risques accrus pour les finances publiques du pays dans un contexte de «perspectives économiques plus incertaines».

Chiffre rassurant mais…

«La forte croissance du premier trimestre rassure le gouvernement sur ses arbitrages» en matière d'économie, estime l'analyste Zhiwei Zhang, du cabinet Pinpoint Asset Management, alors que nombre d'économistes préconisent plutôt un vaste plan de soutien.
Le rebond tant attendu après la levée des restrictions sanitaires contre le Covid-19 a été bref et s'est essoufflé l'an dernier.
La reprise bute notamment sur une confiance morose des ménages et des entreprises dans un contexte d'incertitudes, ce qui pénalise la consommation. En mars, les ventes au détail, principal indicateur des dépenses des ménages, se sont ainsi tassées (+3,1% sur un an), après une hausse de 5,5% en janvier et février cumulés. Cette performance est inférieure aux attentes d'analystes sondés par l'agence Bloomberg (5,4%).
La production industrielle s'est également essoufflée en mars (+4,5% sur un an), après une hausse de 7% en début d'année. Les estimations de Bloomberg tablaient sur un ralentissement (6,6%).

Personne ne veut de cette vraie Ferrari F12 bloquée à 25 km/h

Les tarifs des Ferrari les plus rares atteignent généralement des sommets. Et pourtant, le vendeur de cette Ferrari F12 unique ne parvient pas à s'en séparer pour la somme attendue. Une voiture très spéciale incapable de dépasser les 25 km/h alors que son V12 se cache toujours sous son capot.
Seriez-vous prêt à faire un gros chèque pour une Ferrari insolite incapable de rouler aux limitations de

vitesses même en ville ? C'est en tout cas ce qu'espère le propriétaire actuel de l'unique F12 Berlinetta de 2014 employée par le constructeur italien pour développer la spectaculaire Ferrari F12 TDF. La sportive peut habituellement rouler bien plus vite mais, dans ce cas de figure, la bride gâche un tant soit peu le plaisir.
Le véhicule en question teinté et noir avec des cercles blancs sur les portes embarque sous son capot le magistral bloc V12 6,2l atmosphérique capable de prendre les tours avec une sonorité dantesque. Hélas, prototype de développement oblige, la firme au cheval cabré a décidé avant sa vente au premier acquéreur privé de dégrader les performances de l'auto pour la bloquer à environ 24 km/h. Un détail particulièrement frustrant compte tenu de ce que promet habituellement une Ferrari F12 Berlinetta.

62 kilomètres à 25 km/h

Le propriétaire actuel tente de se séparer en vain de cette voiture à l'histoire sans pareil contre une coquette. Ses attentes sont malheureusement bien supérieures à ce que les fans sont prêts à mettre pour un coupé de prestige qui se fait distancer par n'importer quelle trottinette électrique survitaminée. Détail amusant, cette Ferrari affiche au compteur 32 000 kilomètres. Les relevés montrent que 62 kilomètres ont été parcourus dans la configuration bridée. Sachant que la voiture ne peut pas circuler sur la route à cause de son statut sans homologation, on se demande bien comment ajouter une telle distance à l'odomètre. Pour les intéressés, le vendeur espère en tirer plus de 450 000 euros.

TRANSPORT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

De réelles prouesses technologiques de l'IA dans les voitures autonomes

Les véhicules autonomes sont l'une des innovations les plus spectaculaires de l'intelligence artificielle puisqu'ils s'apprêtent à révolutionner nos moyens de transports.

Toutefois, passé l'enthousiasme connu avec les premiers tests de voitures autonomes, le chemin est probablement plus long et sinueux que certains veulent bien le dire. Les véhicules totalement autonomes ne sont pas encore près de circuler sur nos routes. Cela malgré de réels progrès techniques

Un déploiement pas si simple des véhicules autonomes

Cependant, hors du simple champ de l'expérimentation, les voitures autonomes soulèvent des questions éthiques (notamment le dilemme du Tramway) et juridiques qui restent encore pour le moment en suspens. Lors d'un accident inévitable entre deux voitures d'une même marque, peut on justifier que le modèle haut de gamme puisse être sciemment favorisé par le constructeur ? Ces sociétés privées sauront-elles, au contraire, expliquer à leurs clients fortunés que par principe, elles préfèrent brider des modèles onéreux et à la vitesse de calcul plus rapide, de façon à laisser à tout le monde des chances égales ?
Lorsque des piétons risquent d'être percutés, d'un enfant où d'une personne

âgée, à qui un véhicule autonome doit il laisser la vie sauve ? Et s'il s'agit de deux personnes du même âge ? Ces questions soulèvent des débats dont la société toute entière doit s'emparer.
Si nous nous accommodons tant bien que mal de ce que nous appelons le sort, le réflexe, la chance ou la malchance lors d'accidents qui se produisent avec des conducteurs humains, il est beaucoup plus difficile d'accepter des choix anticipés froidement et théorisés au sein de laboratoires. Or, les constructeurs de véhicules autonomes admettent que c'est la phase de transition, pendant laquelle des véhicules autonomes circuleront sur nos routes entourés de véhicules conduits par des humains, qui sera la plus délicate.

Il existe différents degrés d'autonomie

Notons toutefois que l'autonomie des véhicules est graduée et s'échelonne sur différents niveaux, numérotés de 1 à 5. Si le déploiement massif de véhicules autonomes de niveau 5 n'est pas pour demain, l'implémentation d'aides à la conduite toujours plus efficaces suit actuellement son cours.

L'intelligence artificielle ne se limite pas aux transports routiers.

Si les voitures autonomes sont le premier exemple qui vient à l'esprit, les avions sont depuis longtemps équipés de piles automatiques. Leurs performances ne cessent de s'améliorer et des avions entièrement autonomes voient le jour grâce aux progrès effectués en matière de drones. La navigation nautique n'est pas en reste, avec des bateaux autonomes et des systèmes d'aide à la navigation. Retrouvez toute l'actualité de l'intelligence artificielle dans les transports.

MASERATI GRANCABRIO FOLGORE

2 340 kg de luxe électrique au grand air

Après la GranCabrio thermique, Maserati présente la version électrique de son gros cabriolet de luxe. Il développe 760 chevaux comme le coupé que nous avons essayé et avoue tout de même 2 340 kg sur la balance. Il coûtera plus de 200 000€.
L'année dernière, Maserati lançait sur le marché son nouveau haut de gamme GT. Le coupé GranTurismo, essayé par Caradisiac en janvier 2023, s'attaque aux grandes 2+2 sportives de chez Aston Martin (DB11), Ferrari (Roma), Bentley (Continental GT) ou BMW (M8). Il embarque un V6 biturbo de 3,0 litres développant 550 chevaux en version thermique, ou un groupe motopropulseur de 760 chevaux composé de trois moteurs électriques dans sa variante Folgore.
Dévoilée il y a quelques jours dans sa version thermique Trofeo, la nouvelle Maserati GranCabrio conserve ces éléments mécaniques et se montre aujourd'hui dans sa version Folgore électrique. Elle reprend les batteries d'une capacité nette de 83 kWh déjà utilisées par le coupé, mais la masse grimpe inévitablement à cause des renforts structurels nécessaires pour compenser la perte

du poids : 2 340 kg au total, là où le coupé se contentait de 2 260 kg en version Folgore (ou 1 795 kg en variante Trofeo thermique). Ce qui n'empêche pas la Grancabrio Folgore de revendiquer un 0 à 100 km/h en 2,8 secondes, un 0 à 200 km/h en 9,1 secondes et une vitesse maximale de 290 km. Elle possède même un mode MaxBoost qui pousse temporairement la puissance maximale à 830 chevaux en accélération.

Plus de 200 000€

Capable de se décapoter et de se recapoter en respectivement 14 et 16 secondes (ou 18 et 20 secondes avec les vitres fermées), la GranCabrio Foglore promet entre 419 et 447 km d'autonomie maximale d'après la norme WLTP. Elle se recharge à 270 kWh en puissance maximale en courant continu grâce à son architecture 800 volts, permettant de récupérer 100 km en 5 minutes.
Sachant que la GranTurismo Folgore coupé s'affiche 196 950€ en prix de base, la GranCabrio Folgore dépassera largement les 200 000€ en prix de base. La GranCabrio Trofeo thermique s'affiche à 234

CONCEPTION DES PROTÉINES

Plus de 160 scientifiques s'engagent pour une utilisation responsable de l'IA

La semaine dernière, ils étaient 163 scientifiques internationaux à avoir signé un engagement volontaire pour le développement et l'utilisation responsables d'outils d'IA dans le domaine de la conception informatique des protéines. Au cœur de leur démarche se trouvent des valeurs fondamentales telles que la sécurité, l'ouverture, l'équité et la responsabilité.

En octobre dernier, en prévision du sommet britannique sur la sécurité de l'IA, l'Institute for Protein Design de l'école de médecine de l'Université de Washington a réuni des universitaires du monde entier et des représentants de plusieurs organisations industrielles, philanthropiques et gouvernementales, dont le Bureau de la science, de la technologie et de la politique de la Maison-Blanche, autour de l'IA responsable et la conception de protéines. Leurs discussions ont permis d'élaborer les lignes directrices volontaires de cet engagement.

Lynda Stuart, MD, PhD, directrice exécutive, Institute for Protein Design, déclarait alors : "La conception des protéines est en passe de devenir l'un des nouveaux outils les plus importants dont nous disposons pour fabriquer des médicaments, y compris pour développer des contre-mesures aux futures pandémies, et pour faire face à d'autres urgences mondiales telles que le changement climatique. Pour que ce domaine de la science, qui évolue rapidement, apporte le plus de bien possible au monde, notre communauté doit s'assurer que nous procédons de manière sûre et responsable".

Les engagements volontaires en faveur d'un développement responsable de l'IA

Reconnaissant eux aussi le potentiel révolutionnaire de l'application de l'IA dans la conception de protéines pour la résolution de défis mondiaux cruciaux, ces scientifiques s'engagent à conduire leurs recherches dans l'intérêt de la société, tout en garantissant la sûreté et la sécurité des technologies développées. Ils estiment qu'une approche proactive de gestion des risques est nécessaire pour atténuer le potentiel de développement de technologies d'IA qui pourraient être utilisées à mauvais escient, intentionnellement ou non, pour causer des dommages. Les valeurs et les principes sur lesquels sont basés leurs 10 engagements sont la sûreté et la sécurité, l'équité, la collaboration internationale, l'ouverture, la responsabilité et la poursuite de la recherche au profit de la société. Pour éviter de causer tout préjudice à la société, ils se procureront ainsi de l'ADN synthétique uniquement auprès de fournisseurs respectant les pratiques de biosécurité standard visant à détecter les biomolécules dangereuses avant qu'elles ne puissent être fabriquées. Dans ce même objectif, ils participeront à l'amélioration des processus de criblage de la synthèse de l'ADN, et s'engagent d'autre part à évaluer en permanence leurs logiciels de conception de protéines pour identifier et atténuer les risques significatifs.

Ils rendront compte de leurs pratiques de recherche et communiqueront sur les avantages et les risques de leurs recherches. Si nécessaire, ils réviseront les principes et engagements pris et les partageront avec les nouveaux membres du domaine.

La détermination de ces biologistes à assurer un développement responsable de l'IA dans la conception de protéines pourrait ouvrir la voie à un avenir où innovation et bien-être de l'humanité iraient idéalement de pair…

INTERFACE CERVEAU-MACHINE

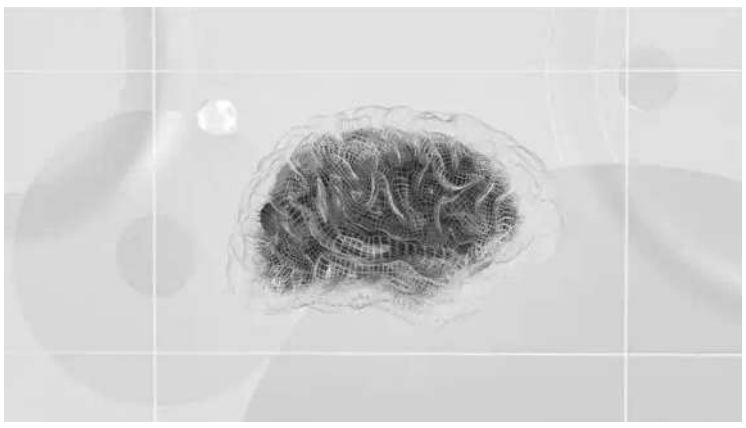
Synchron envisage une étude à grande échelle pour son implant

Les interfaces cerveau-machine (ICM) représentent un immense espoir pour les malades atteints de troubles moteurs et sont le sujet de recherche depuis des décennies. Synchron, une start-up australienne également basée à New-York, après des essais concluants sur Stentrode, l'implant cérébral endovasculaire qu'elle a développé, a annoncé la semaine dernière le lancement d'un registre patients dans le but de mener un essai clinique à grande échelle.

Les avancées en matière d'IA, deep learning et traitement du signal ont permis de mieux interpréter les signaux cérébraux, les progrès dans la miniaturisation des capteurs EEG (électroencéphalographie) et dans les techniques d'imagerie cérébrale, telles que l'IRM fonctionnelle et la spectroscopie proche-infrarouge ont également contribué à ceux des interfaces cerveau-machine depuis la première implantation humaine par Neural Signals en 1998.

La startup Cortera Neurotechnologies a ainsi mis au point en 2019 un implant de stimulation cérébrale pour la maladie de Parkinson. La même année, un exosquelette de la main contrôlé par la pensée était développé à l'EPFL, une de ses équipes a conçu l'an passé une neuro-puce pour détecter et atténuer les symptômes de maladies neurologiques. Le centre de recherche Clinatec à Grenoble a développé, lui aussi en 2019, un exosquelette qui a permis à Thibault, un patient tétraplégique de 28 ans équipé d'implants cérébraux semi-invasifs, de contrôler la marche et le mouvement des bras d'un exosquelette dans lequel il est installé.

Synchron a été créée en 2016 par le neurologue Thomas Oxley, l'année de la création de Neuralink, la start-up cofondée par Elon Musk. Après une levée de fonds de 40 millions de dollars en 2021, elle a bénéficié en 2022 lors d'un nouveau tour de table de 75 millions de dollars auquel ont participé Jeff Bezos et Bill Gates via leurs sociétés d'investissement. Elle a également reçu le soutien des gouvernements australien et américain. Les deux start-ups, concurrentes sur un marché qui peut s'avérer très lucratif, ont adopté deux approches très différentes. Telepathy, la technologie de Neuralink, plus intrusive, consiste en une puce informatique dotée d'électrodes qui est implantée à la surface du cerveau par un robot chirurgical. Stentrode, le dispositif de neuroprothèse de Synchron est implanté dans le cortex moteur du cerveau via la veine jugulaire lors d'une procédure endovasculaire mini-invasive. Les signaux neuronaux sont transmis d'un boîtier installé dans la poitrine du patient à un ordinateur

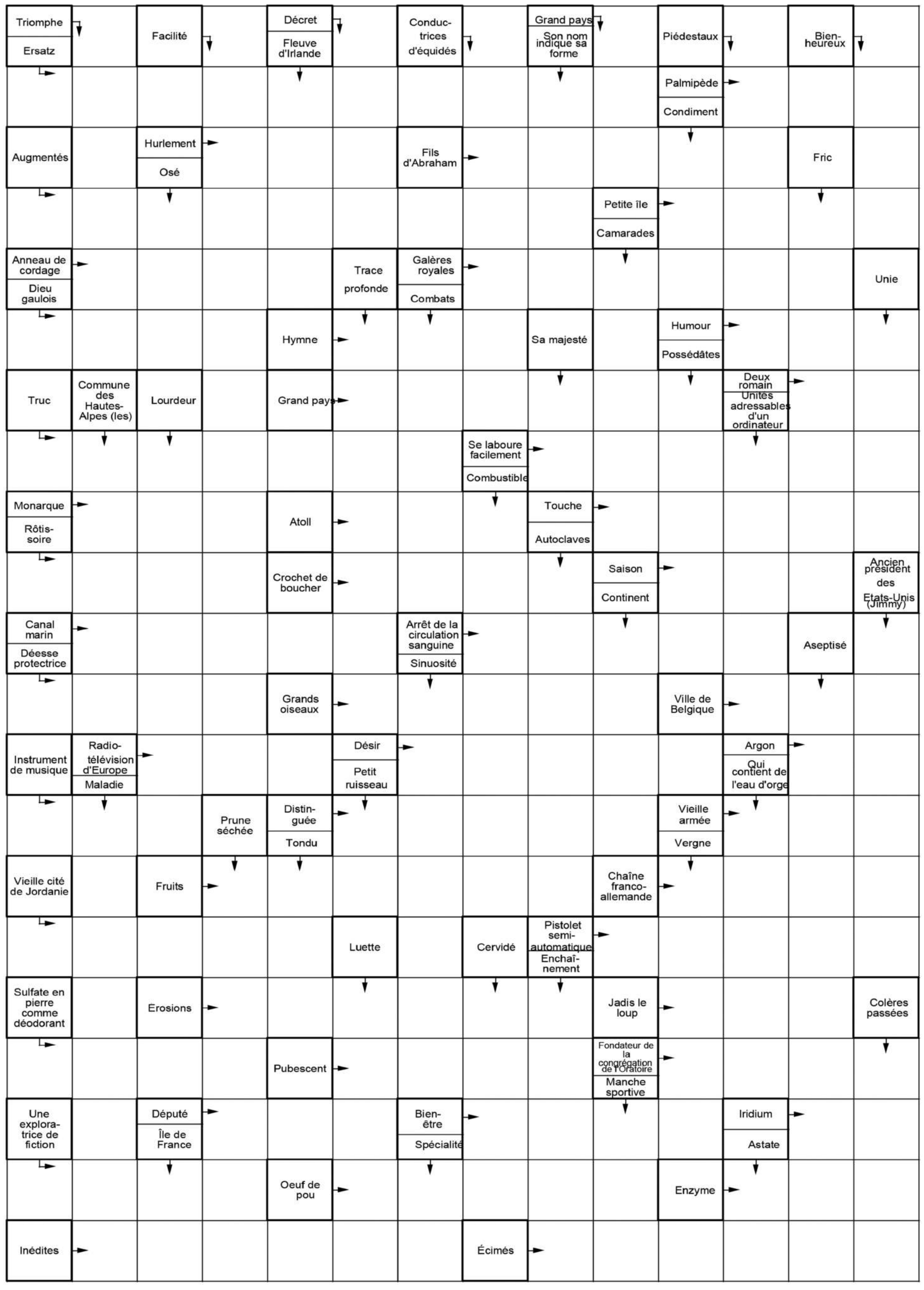


Alors qu'Elon Musk n'a annoncé la première implantation de Telepathy sur un humain qu'en janvier dernier, Synchron, qui avait reçu l'autorisation de la FDA pour des tests préliminaires en juillet 2021, révélait en juillet 2022 la pose de son implant sur un patient au centre médical Mount Sinai West à New York dans le cadre de l'essai COMMAND. Le dispositif a été ensuite implanté avec succès chez d'autres patients à Carnegie Mellon et à l'Université de Pittsburgh.

L'étude Stentrode With Thought-Controlled Digital Switch (SWITCH), qui a évalué quatre de ces patients atteints de paralysie sévère, a montré qu'aucun effet secondaire indésirable grave n'avait été constaté un an après l'implantation de Stentrode.

La start-up est à la recherche de prochains participants pour l'essai COMMAND, qui inclurait des dizaines de patients atteints d'une paralysie sévère due à la SLA, à un accident vasculaire cérébral, à une lésion de la moelle épinière ou à la sclérose en plaques. L'étude des données recueillies pourrait lui apporter l'approbation de la FDA pour la mise sur le marché de son implant.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 17 avril 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

Accidents de la circulation: 47 morts et 2017 blessés en une semaine

Quarante-sept (47) personnes sont décédées et 2017 autres ont été blessées dans 1871 accidents de la circulation survenus durant la période du 7 au 13 avril, à travers le pays, selon un bilan rendu public mardi, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 4 morts et 53 blessés, suite à 46 accidents circulation, note la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 1198 interventions pour l'extinction de 797 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (78 incendies), Blida (46) et Oran (43).

CONSEIL DE LA NATION

«La stratégie adoptée en matière de formation de l'ANP saluée»

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a mis en avant, mardi à Alger, la stratégie adoptée par l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de formation, indique un communiqué du Conseil. "Sous la supervision de M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, et dans le cadre des Journées portes ouvertes organisées par le Conseil, un groupe d'étudiants stagiaires de l'Ecole supérieure militaire d'information et de communication a effectué, mardi 16 avril, une visite guidée au siège du Conseil", précisé le communiqué, ajoutant que "M. Goudjil a salué les efforts considérables de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), en termes de préservation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du pays". Le président du Conseil a rappelé que "les vaillants moudjahidine ont adopté, après l'indépendance, l'appellation de +l'Armée nationale populaire+, afin que cette armée reste toujours liée à la nation et au peuple et avec une symbolique qui la distingue des autres armées de par le monde". Il a, également, salué la stratégie de formation adoptée par l'institution de l'ANP pour la préparation et la formation de cadres. M. Goudjil a souligné "le rôle stratégique" des médias, notamment en temps de guerre. Au cours de cette visite, le groupe d'étudiants stagiaires de l'Ecole supérieure militaire d'information et de communication a visité différents espaces et installations du Conseil, où il a reçu des explications détaillées sur l'histoire, la composante, les missions et le rôle de cette institution législative constitutionnelle.

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'ANPDP reçoit mercredi les représentants de quatre secteurs ministériels

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) reçoit, mercredi, les représentants du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, du ministère des Relations avec le Parlement, du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, et du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a indiqué mardi un communiqué de l'Autorité. Cette rencontre "s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des organes publics et privés, responsables du traitement des données à caractère personnel en vue d'aligner les traitements effectués par ces derniers sur les dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel", a précisé la même source. Cette démarche vise à protéger les droits fondamentaux des citoyens et à accélérer la cadence de l'opération de dépôt des déclarations et demandes d'autorisation de traitement, via la plateforme numérique dédiée à cet effet, a ajouté la même source.

LIGNE FERROVIAIRE KHENCHELA-AIN BEIDA (OUM EL BOUAGHI)

En service avant fin avril courant

Le projet de la ligne ferroviaire Khenchela-Ain Beida (Oum El Bouaghi) sera mis en service avant la fin du mois d'avril courant, a indiqué mardi le wali de Khenchela. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'inspection dans la commune d'El Hamma du chantier de la gare ferroviaire principale des voyageurs et marchandises, M. Youcef Mahiout a précisé que "le projet de cette ligne, inscrit au titre du programme complémentaire décidé au profit de la wilaya par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, touche à sa fin et ne restent plus que certaines retouches ultimes avant sa mise en service à la fin du mois en cours".

Il a ajouté que depuis le début de ce mois, il a intensifié ses inspections au projet pour suivre la progression des travaux et exhorter les entreprises de réalisation à accélérer la cadence des travaux et renforcer la main d'œuvre par le recours au travail par équipes afin de le livrer avant fin avril courant.

Le wali a assuré que lors de sa visite du chantier de la gare ferroviaire d'El Hamma, il a constaté la forte présence des entreprises de réalisation qui ont mobilisé 210 travailleurs pour hâter les travaux et livrer cette gare ainsi que les deux gares de Baghaï et Metoussa dans un délai n'excédant pas 10 jours.

Le projet qui mobilise une enveloppe financière de 51 milliards DA est vital par ses dimensions économiques pour les communes situées le long de cette ligne ferroviaire, dont les habitants auront accès à un nouveau moyen de transport

grâce à la cadence accélérée des travaux et le suivi de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et des deux groupes d'entreprises nationales chargés de la réalisation.

De son côté, M. Abdelmadjid Menari, directeur de Cosider Ouvrages d'Art, une des sociétés chargées de la réalisation de cette ligne, a indiqué que les travaux de réalisation des ouvrages d'art situées le long de cette ligne ferroviaire ont été achevés grâce aux jeunes cadres et une main d'œuvre nationale qualifiée et cela dans les délais contractuels et dans le respect des normes de qualité technique reconnues à l'échelle internationale.

La mise en service "prochaine" de ce projet aux dimensions socioéconomiques importantes permettra de désenclaver la wilaya de Khenchela et la raccorder au réseau national ferroviaire, a considéré, Saïd Hafid, directeur du projet de la ligne ferroviaire Khenchela-Ain Beida et cadre de l'ANESRIF.

Les quatre gares ferroviaires réalisées dans les wilayas de Khenchela et Oum El Bouaghi selon une architecture moderne respectueuse des caractéristiques urbanistiques locales offrent toutes les commodités requises pour le confort des voyageurs avec des salles d'attente, guichets multiples, locaux de commerce et de services et des aménagements adaptés aux personnes aux besoins spécifiques, a ajouté le même cadre.

Cette ligne ferroviaire qui reliera sur 50 km Khenchela à Ain Beida (Oum El Bouaghi) sera exploitée par des trains roulant à 160 km/heure pour le transport des voyageurs et 100 km/heure pour le transport des marchandises, a-t-il rappelé.

BANQUE

La BAD publie un rapport sur le capital exigible

La Banque africaine de développement a publié un rapport clarifiant le cadre juridique, les processus et la gouvernance d'un appel au capital exigible par l'institution.

Le capital exigible fait référence à la partie du capital de la Banque qui est souscrite par les actionnaires mais qui n'est pas immédiatement payée. Il s'agit d'un engagement à mettre des capitaux supplémentaires à la disposition de l'institution dans le cas très improbable où elle ne pourrait pas faire face à ses obligations concernant ses dettes ou ses garanties.

Le rapport présente les circonstances qui peuvent conduire à un appel de capital exigible, ainsi que les processus pour qu'un tel appel soit effectué par la Banque et la réponse des actionnaires.

Cet exercice important fait suite à une recommandation formulée par le G20 à la suite d'un examen par des experts indépendants des cadres d'adéquation des fonds propres des BMD et vise à fournir aux agences de notation de crédit des informations clés qu'elles pourraient trouver utiles dans leur examen de la valeur du capital exigible.

Des rapports similaires ont également été publiés par la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale.

Les résultats d'un exercice de simulation de crise inversé mené sur la Banque africaine de développement et évaluant la probabilité de la matérialisation d'un scénario dans lequel la Banque devrait faire appel à son capital exigible sont présentés dans le rapport, qui clarifie également les mécanismes à suivre par la Banque pour faire un appel au capital exigible et la réponse des actionnaires à un tel appel.

L'analyse démontre que la probabilité d'un tel événement est extrêmement faible. Cela est attribué à la solide gestion des risques financiers et du capital de la Banque, ancrée dans sa déclaration d'appétit pour le risque et son cadre de viabilité financière à long terme. Cela reflète également le traitement de créancier privilégié de la Banque et le soutien extraordinaire de ses actionnaires.

Même si les processus et les délais de réponse à un appel de capital exigible varient selon les actionnaires, les précisions fournies montrent qu'ils devraient être en mesure de répondre dans les délais à un tel appel.